

Groupe Eutelsat S.A.

Société anonyme au capital de 658 555 372,80 euros

Siège social : 32, boulevard Gallieni 92130 Issy-les-Moulineaux

422 551 176 R.C.S. Nanterre

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU 30 JUIN 2021

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, sauf données par action)	Note	30 juin 2020	30 juin 2021
Produits des activités ordinaires	6.1	1 281,4	1 237,2
Coûts des opérations	6.2	(89,1)	(94,6)
Frais commerciaux et administratifs ⁽¹⁾	6.2	(200,2)	(212,9)
Dotations aux amortissements	7.1.1, 7.1.2, 7.1.3	(486,4)	(463,2)
Autres produits et charges opérationnelles	6.3	36,5	(66,8)
Résultat opérationnel		542,2	399,7
Coût de la dette nette		(64,0)	(65,9)
Autres produits et charges financiers		(9,7)	(22,0)
Résultat financier	6.4	(73,7)	(87,9)
Résultat net avant impôt		468,4	311,7
Impôts sur les sociétés ⁽¹⁾	6.5	(114,7)	(42,6)
Résultat net		353,7	269,1
Part attribuable au Groupe		350,7	263,7
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		3,0	5,4
Résultat de base et dilué par action revenant aux actionnaires d'Eutelsat S.A. ⁽²⁾	6.6	0,346	0,260

⁽¹⁾ Les comptes comparatifs au 30 juin 2020 ont fait l'objet d'un retraitement concernant la CVAE reclassée de la ligne Frais commerciaux et administratifs en Impôts sur les sociétés pour un montant de 3,1 millions d'euros afin d'aligner la présentation sur les comptes consolidés au 30 juin 2021, voir note 6.5 « Impôts sur les sociétés ».

⁽²⁾ Il n'existe pas d'instruments dilutifs aux 30 juin 2020 et 2021.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	30 juin 2021
Résultat net		353,7	269,1
<i>Autres éléments recyclables de gains et pertes du résultat global</i>			
Écart de conversion	7.5.4	(41,7)	(16,5)
Effet d'impôt	7.5.4	11,9	(9,3)
Variations de juste valeur des instruments de couverture ⁽¹⁾	7.5.3	9,9	1,6
Effet d'impôt	7.5.3	(0,4)	15,0
<i>Autres éléments non recyclables de gains et pertes du résultat global</i>			
Variations des engagements de retraite	7.6	14,4	20,1
Effet d'impôt		(3,8)	(5,2)
Total autres éléments de gains et pertes du résultat global		(9,7)	5,8
Total état du résultat global		344,0	274,9
Part attribuable au Groupe		341,0	269,5
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		3,0	5,4

⁽¹⁾ Les variations de juste valeur des instruments de couverture ne concernent que les couvertures de flux de trésorerie, les couvertures d'investissement net à l'étranger étant présentées en écarts de conversion.

ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	30 juin 2021
Actif			
Écarts d'acquisition	7.1.1	401,5	438,8
Immobilisations incorporelles	7.1.1	262,8	232,9
Immobilisations corporelles et immobilisations en cours	7.1.2	3 856,7	3 730,4
Droits d'utilisation sur contrats de location	7.1.3	556,3	517,5
Actifs financiers non courants	7.3.3	32,4	70,6
Actifs sur contrats clients et coûts d'obtention et d'exécution des contrats non courants	7.2	74,9	37,7
Actifs d'impôts différés	7.7	36,3	7,7
Total des actifs non courants		5 220,8	5 035,5
Stocks		6,7	8,1
Créances clients et comptes rattachés	7.2.1	335,5	245,3
Actifs sur contrats clients et coûts d'obtention et d'exécution des contrats courants	7.2	17,1	17,4
Autres actifs courants		43,2	42,5
Actif d'impôt exigible		41,7	28,3
Actifs financiers courants	7.3.3	23,4	26,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.3.1	828,1	855,0
Total des actifs courants		1 295,8	1 223,4
Total de l'actif		6 516,6	6 258,9

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	30 juin 2021
Passif			
Capital social	7.5.1	658,6	658,6
Primes liées au capital		8,0	8,0
Réserves et résultat consolidés		1 193,0	1 394,5
Participations ne donnant pas le contrôle		70,4	-
Total capitaux propres		1 930,0	2 061,1
Dettes financières non courantes	7.3.2	2 389,7	2 766,5
Dettes locatives non courantes	7.3.3	418,7	411,6
Autres passifs financiers non courants	7.3.3	85,6	89,0
Dettes sur immobilisations non courantes	7.3.3	5,9	188,7
Passifs de contrats clients non courants	7.2.3	120,6	117,5
Provisions non courantes	7.6	106,6	83,0
Passifs d'impôts différés	7.7	195,0	142,9
Total des passifs non courants		3 322,2	3 799,2
Dettes financières courantes	7.3.2	857,7	45,4
Dettes locatives courantes	7.3.3	74,7	24,1
Autres dettes et passifs financiers courants	7.3.3	107,6	117,4
Fournisseurs et comptes rattachés		73,4	84,4
Dettes sur immobilisations courantes	7.3.3	45,0	25,0
Impôt à payer		22,8	20,8
Passifs de contrats clients courants	7.2.3	66,8	69,0
Provisions courantes	7.6	16,5	12,6
Total des passifs courants		1 264,5	398,6
Total du passif et des capitaux propres		6 516,6	6 258,9

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2020	30 juin 2021
Flux d'exploitation			
Résultat net		353,7	269,1
Charges d'impôts et d'intérêts, autres éléments d'exploitation		61,5	138,0
Dotations aux amortissements et aux provisions		528,6	458,2
Impôts différés	7.7	20,4	(17,9)
Variations des clients et comptes rattachés		(72,9)	79,9
Variations des actifs sur contrats clients et autres actifs		(8,7)	6,0
Variations des fournisseurs et comptes rattachés		13,3	(12,6)
Variations des passifs de contrats clients et autres passifs ⁽¹⁾		7,1	19,2
Impôts payés ⁽²⁾		(120,9)	(49,5)
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation		782,0	890,3
Flux d'investissements			
Acquisitions de satellites et autres immobilisations corporelles et incorporelles	7.1.1, 7.1.2	(220,3)	(183,4)
Remboursements d'assurance		85,6	6,6
Cessions ⁽²⁾		67,5	41,5
Acquisitions de titres de participation et autres mouvements ⁽³⁾		(12,5)	(48,0)
Trésorerie utilisée par les opérations d'investissement		(79,7)	(183,3)
Flux de financement			
Distributions		(567,1)	-
Augmentation des emprunts	7.3.2	518,8	800,0
Remboursement des emprunts	7.3.2	(953,7)	(1 287,9)
Remboursement des dettes locatives	7.3.3	(63,0)	(91,5)
Frais d'émission d'emprunt		(1,2)	(5,2)
Intérêts et autres frais financiers payés		(76,1)	(74,2)
Opérations relatives aux participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁴⁾		(35,0)	(8,8)
Primes et soultes payées sur instruments financiers dérivés		(151,3)	(6,0)
Autres variations		(0,1)	-
Trésorerie utilisée par les opérations de financement		(1 328,6)	(673,5)
Incidence des variations de change sur la trésorerie		0,6	(6,5)
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie		(625,8)	26,9
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice		1 453,9	828,1
Trésorerie à la clôture de l'exercice		828,1	855,0
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie à clôture de l'exercice	7.3.1	828,1	855,0
dont Découverts compris dans les dettes à clôture de l'exercice			

⁽¹⁾ Les comptes comparatifs au 30 juin 2020 ont fait l'objet d'un retraitement concernant la CVAE reclassée de la ligne Variations des passifs de contrats clients et autres passifs en Impôts payés pour un montant de 10,3 millions d'euros afin d'aligner la présentation sur les comptes consolidés au 30 juin 2021 voir note 6.5 « Impôts sur les sociétés ».

⁽²⁾ Au 30 juin 2020, les cessions incluent le versement de 67,5 millions d'euros intervenu en août 2019 suite à la cession du satellite E25B à son copropriétaire, Es'Hailsat pour 135 millions d'euros. Au 30 juin 2021, elles comprennent le versement de 41,5 millions d'euros lié à la cession des d'Eurobroadband Infrastructure et ses filiales (voir note 3.2 « Principales évolutions du périmètre de consolidation »).

⁽³⁾ Au 30 juin 2020, les acquisitions de titres de participation incluent le paiement de 10 millions d'euros lié à l'acquisition d'une participation dans Broadpeak. Au 30 juin 2021, elles comprennent le versement de 48,2 millions d'euros au titre de l'acquisition de Big Blu Europe dont 6,8 millions d'euros en compte séquestre (voir note 3.2 « Principales évolutions du périmètre de consolidation »).

⁽⁴⁾ Au 30 juin 2020, les opérations relatives aux participations ne donnant pas le contrôle incluent le paiement de 35 millions d'euros lié au rachat des 49% d'intérêts minoritaires d'Eutelsat International et Eutelsat Networks. Au 30 juin 2021, elles comprennent le paiement d'un complément de prix lié à l'acquisition des parts minoritaires d'Eutelsat International intervenue sur l'exercice clos le 30 juin 2020.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros sauf données par actions)	Capital social			Réserves et résultat	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Nombre	Montant	Primes				
Au 30 juin 2019	1 013 162 112	658,6	8,0	1 412,3	2 078,9	102,4	2 181,3
Résultat net de la période	-	-	-	350,7	350,7	3,0	353,7
Autres éléments de gains et pertes du résultat global	-	-	-	(9,7)	(9,7)	-	(9,7)
Total du résultat global	-	-	-	341,0	341,0	3,0	344,0
Actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Distributions de dividendes	-	-	-	(567,5)	(567,5)	-	(567,5)
Avantages aux salariés sur souscription d'actions et actions gratuites	-	-	-	-	-	-	-
Transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle et autres	-	-	-	7,2	7,2	(34,9)	(27,8)
Au 30 juin 2020	1 013 162 112	658,6	8,0	1 193,0	1 859,6	70,4	1 930,0
Résultat net de la période	-	-	-	263,7	263,7	5,4	269,1
Autres éléments de gains et pertes du résultat global ⁽¹⁾	-	-	-	5,8	5,8	-	5,8
Total du résultat global	-	-	-	269,5	269,5	5,4	274,9
Actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Distributions de dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Avantages aux salariés sur souscription d'actions et actions gratuites	-	-	-	-	-	-	-
Transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle et autres ⁽²⁾	-	-	-	(68,0)	(68,0)	(75,8)	(143,8)
Au 30 juin 2021	1 013 162 112	658,6	8,0	1 394,5	2 061,1	-	2 061,1

⁽¹⁾ Les variations des autres éléments de gains et pertes du résultat global comprennent les gains et pertes actuariels constatés sur les avantages postérieurs à l'emploi ainsi que la variation de la réserve de réévaluation sur les instruments financiers (cf. Note 7.5.3) et de la réserve de conversion (cf. Note. 7.5.4), nets des effets d'impôts associés.

⁽²⁾ Les transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle correspondent principalement à la cession d'EBI voir note 2.2.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTE 1. PRESENTATION GENERALE	9
1.1 Activité.....	9
1.2 Exercice fiscal	9
1.3 Approbation des comptes	9
NOTE 2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	9
2.1 Acquisition des activités haut débit de Big Blu Europe.....	9
2.2 Cession d'Euro Broadband Infrastructure	9
2.3 Accord portant sur une prise de participation dans OneWeb	9
2.4 Bande C.....	9
2.5 Financements	10
2.6 Lancement de l'activité Konnect	10
2.7 Incidences du COVID	10
NOTE 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	11
3.1 Périmètre de consolidation	11
3.2 Principales évolutions du périmètre de consolidation	13
NOTE 4. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	14
4.1 Bases de préparation des comptes	14
4.2 Règles de présentation.....	14
4.3 Jugements comptables et estimations significatives	14
NOTE 5. INFORMATION SECTORIELLE	14
NOTE 6. NOTES ANNEXES DU COMPTE DE RESULTAT	16
6.1 Chiffre d'affaires.....	16
6.2 Charges opérationnelles.....	17
6.3 Autres produits et charges opérationnels.....	19
6.4 Résultat financier	20
6.5 Impôt sur les sociétés.....	20
6.6 Résultat par action	21
NOTE 7. NOTES ANNEXES DU BILAN	22
7.1 Actifs immobilisés.....	22
7.2 Créances, actifs et passifs sur contrats clients et coûts d'obtention et d'exécution des contrats.	30
7.3 Actifs et passifs financiers	34
7.4 Juste valeur des instruments financiers.....	41
7.5 Capitaux propres	44
7.6 Provisions	45
7.7 Actifs et passifs d'impôts.....	48
NOTE 8. PARTIES LIEES	49
NOTE 9. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	51
NOTE 10. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	51

NOTE 1. PRESENTATION GENERALE

1.1 ACTIVITE

Exploitant de la capacité sur 38 satellites, le Groupe est l'un des leaders dans les services fixes par satellite. Il exploite et fournit principalement de la capacité pour des Services Vidéo, des Données Fixes, ainsi que des Services aux gouvernements et offre également de la capacité dans des applications de Connectivité (Haut Débit Fixe et Connectivité Mobile). Grâce à sa flotte de satellites, le Groupe couvre l'ensemble du continent européen, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ainsi que l'Afrique sub-saharienne, une partie importante des continents asiatiques et le continent américain.

1.2 EXERCICE FISCAL

L'exercice a une durée de 12 mois du 1^{er} juillet au 30 juin.

1.3 APPROBATION DES COMPTES

Les états financiers consolidés au 30 juin 2021 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration qui les a arrêtés par une délibération en date du 29 juillet 2021. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires qui aura lieu le 7 octobre 2021.

NOTE 2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.1 ACQUISITION DES ACTIVITES HAUT DEBIT DE BIG BLU EUROPE

Le 30 septembre 2020, le Groupe a acquis les activités haut débit par satellite en Europe de Bigblu Broadband. Bigblu Broadband est le principal distributeur de forfaits en haut débit par satellite en Europe. S'appuyant sur un réseau d'installateurs et de revendeurs unique, Bigblu Broadband dispose d'une plateforme bien établie de l'internet haut débit par satellite. Les activités européennes de Bigblu Broadband comptent plusieurs dizaines de milliers d'abonnés répartis à travers l'Europe, notamment au Royaume-Uni, Irlande, France, Allemagne, Italie, Espagne, Portugal, Pologne, Hongrie et en Grèce.

Les impacts de cette acquisition sont présentés dans la Note 3.2 « Principales évolutions du périmètre de consolidation ».

2.2 CESSION D'EURO BROADBAND INFRASTRUCTURE

Le 18 novembre 2020, la société Eutelsat a signé un accord portant sur la cession de la participation de 51% qu'elle détenait dans Euro Broadband Infrastructure Sàrl (EBI), la société exploitant le satellite KA SAT et ses activités de haut débit en Europe à Viasat Inc, déjà actionnaire d'EBI à hauteur de 49%. La cession a été réalisée le 30 avril 2021, après accomplissement des conditions suspensives usuelles.

La participation a été cédée pour un montant initial de 143 millions d'euros. A l'issue d'une période de deux ans à compter de la finalisation de la transaction, le prix de cession pourra être revu à la hausse ou à la baisse à hauteur de 20 millions d'euros maximum, en fonction du montant de certains revenus générés par les activités d'EBI au cours de cette période. Les impacts de cette acquisition sont présentés dans la Note 3.2 « Principales évolutions du périmètre de consolidation ».

En vertu de l'accord, Eutelsat et ses filiales continuent à fournir des services transitoires à EBI, notamment l'exploitation des infrastructures terrestres de KA SAT, EBI assurant pour sa part la continuité de service auprès de la base d'abonnés de KA SAT de Bigblu Broadband Europe qu'Eutelsat a acheté en octobre 2020.

2.3 ACCORD PORTANT SUR UNE PRISE DE PARTICIPATION DANS ONEWEB

Le 27 avril 2021, le Groupe a conclu un accord avec OneWeb portant sur une prise de participation à hauteur d'environ 19% (après prise en compte de la prise de participation complémentaire de Bharti Global), et deviendrait ainsi l'un des principaux actionnaires de la société aux côtés du gouvernement britannique et de Bharti Global. Le montant de l'investissement du Groupe s'élèvera à 550 millions de dollars, et la finalisation de l'opération est attendue au second semestre 2021, sous réserve des autorisations réglementaires. La constellation OneWeb bénéficie de droits prioritaires importants en matière de fréquences, garantis par l'Union Internationale des Télécommunications, et opérera 648 satellites en orbite basse offrant une faible latence.

Le Groupe prévoit de financer cet investissement en totalité par les liquidités disponibles du Groupe, ainsi que par le produit lié à la libération d'une partie des fréquences de la bande C aux Etats-Unis. Cette participation sera consolidée en appliquant la méthode de la mise en équivalence, le Groupe prévoyant d'avoir une influence notable dans la structure. Au 30 juin 2021, cet accord n'a pas d'impact significatif dans les comptes du Groupe.

2.4 BANDE C

Dans le cadre de la libération des fréquences 3,7-4 GHz (bande C) sur le territoire américain faisant suite à la décision fédérale publiée par la FCC (le régulateur américain des communications) le 3 mars 2020, le Groupe a mis en place un plan de transition qui comporte deux phases correspondant chacune à la libération de certaines fréquences et donnant lieu au paiement d'incitations financières à hauteur de 125 millions de dollars pour la première phase et 382 millions de dollars pour la seconde phase. Compte tenu de l'avancement de ses opérations de transition, le Groupe prévoit de finaliser les deux phases et d'obtenir l'ensemble des paiements relatifs à ce processus, qui s'élèvent à 507 millions de dollars avant impôts, au cours de l'exercice 2021-22.

La transition n'étant à ce stade pas finalisée, aucun actif n'a été reconnu dans les comptes consolidés du Groupe à ce titre au 30 juin 2021. Par ailleurs, les coûts de transition déjà engagés devant être remboursée par la FCC, les comptes consolidés annuels au 30 juin 2021 ne sont pas impactés.

2.5 FINANCEMENTS

Le 13 octobre 2020, le Groupe a procédé à une émission obligataire d'un montant de 600 millions d'euros pour une durée de 8 ans arrivant à maturité en 2028 sur le marché réglementé de la Bourse du Luxembourg. Cette émission obligataire a été réalisée par la filiale Eutelsat S.A. L'emprunt obligataire porte un coupon annuel de 1,500%. Cette émission obligataire permet à Eutelsat de refinancer les obligations émises le 23 juin 2016 pour un nominal de 500 millions d'euros, portant un coupon de 1,125% et venant à échéance en juin 2021.

Le 27 novembre 2020, le Groupe a contracté un prêt auprès de la Banque Européenne d'Investissement d'un montant de 200 millions d'euros pour une durée de 8 ans arrivant à maturité en décembre 2028 à taux fixe.

Ces deux opérations permettent au Groupe d'allonger la maturité de sa dette dans d'excellentes conditions.

2.6 LANCEMENT DE L'ACTIVITE KONNECT

Le Groupe a lancé la distribution du service Konnect le 23 novembre 2020 suite à la mise en service du satellite Eutelsat Konnect. Cette nouvelle génération de services haut débit par satellite à travers l'Europe et l'Afrique est en cours de déploiement sur les deux continents et propose des forfaits haut débit répondant aux besoins des particuliers, des PME et des organismes dont les activités se déroulent actuellement au-delà des régions couvertes par la fibre optique. Deux contrats principaux ont notamment été signés avec des opérateurs de télécommunications européens concernant la capacité disponible en France et en Italie.

2.7 INCIDENCES DU COVID

Le chiffre d'affaires du Groupe, bien que relativement résilient par rapport à d'autres secteurs, a été impacté négativement par la crise du Covid-19 depuis la mi-mars 2020, s'agissant en particulier :

- De la Connectivité Mobile (représentant 5,4% chiffre d'affaires du Groupe sur l'exercice clos le 30 juin 2021) qui continue d'être touchée par l'effet de la crise sur le trafic maritime et plus encore aérien ;
- Du rythme de matérialisation des nouvelles opportunités commerciales qui est ralenti par la crise, notamment dans le Broadcast.

Par ailleurs, la crise sanitaire s'est ainsi traduite par une augmentation des dotations aux provisions pour dépréciations de créances clients, en particulier pour couvrir l'exposition du Groupe auprès de tiers opérant dans le domaine de la Mobilité.

Les hypothèses retenues pour les tests d'impairment des actifs long terme, dont les résultats sont décrits en Note 7.1.4, ainsi que pour l'évaluation des provisions sur créances clients (Voir Note 7.2.1) ont fait l'objet d'une mise à jour sur base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

Le Groupe dispose de trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des lignes de crédits non utilisées pour un montant total de plus de 1,7 milliard d'euros au 30 juin 2021. Enfin, le ratio de dette nette rapportée à l'EBITDA au 30 juin 2021 - tel que défini dans les clauses de covenants des contrats d'emprunt in fine et dettes structurées – est respecté (voir Note 7.3.2).

NOTE 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent la Société Eutelsat S.A., ses filiales et les sociétés sur lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint ou une influence notable (l'ensemble constituant le « Groupe »).

PRINCIPES COMPTABLES

Les filiales sont toutes des entités dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle. Le contrôle se caractérise par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, généralement mais pas systématiquement accompagné de la détention de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et les effets des droits de votes potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles, le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes de direction et l'existence de droits de veto sont autant d'éléments pris en compte pour déterminer si le Groupe contrôle une entité. Les filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à partir de la date où ce contrôle cesse d'exister. La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au Groupe est comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle.

Les comptes des sociétés sous contrôle conjoint sont consolidés par mise en équivalence lorsque celles-ci sont qualifiées de coentreprises et suivant le pourcentage d'intérêt propre à chaque élément du bilan et du compte de résultat lorsqu'elles sont qualifiées d'activités conjointes.

Les comptes des entreprises associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%.

3.1 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2021, la liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est la suivante :

Sociétés	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle au 30 juin 2021	% d'intérêt au 30 juin 2021
Eutelsat S.A.	France	IG	100,00%	100,00%
Sous-Groupe Eutelsat S.A.				
Eutelsat Konnect Services	France	IG	100,00%	100,00%
Fransat S.A.S	France	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat do Brasil LTDA ⁽¹⁾	Brésil	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Participações LTDA ⁽¹⁾	Brésil	IG	100,00%	100,00%
Satmex International BV ⁽¹⁾	Pays-Bas	IG	100,00%	100,00%
Satelites Mexicanos S.A. de C.V. ⁽¹⁾	Mexique	IG	100,00%	100,00%
EAS Delaware Corp.	Etats-Unis	IG	100,00%	100,00%
SMVS Administracion ⁽¹⁾	Mexique	IG	100,00%	100,00%
SMVS Servicios Tecnicos SMVS ⁽¹⁾	Mexique	IG	100,00%	100,00%
Satmex USA LLC ⁽¹⁾	Etats-Unis	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Servicos de Telecom. do Brasil Ltda ⁽¹⁾	Brésil	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Latam Corp.	Etats-Unis	IG	100,00%	100,00%
Skylogic S.p.A.	Italie	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Russia ⁽¹⁾	Russie	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Services & Beteiligungen GmbH	Allemagne	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Inc.	États-Unis	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat America Corp.	États-Unis	IG	100,00%	100,00%

Sociétés	Pays	Méthode de consolidation	% de contrôle au 30 juin 2021	% d'intérêt au 30 juin 2021
Eutelsat UK Limited	Royaume-Uni	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Polska spZoo	Pologne	IG	100,00%	100,00%
Skylogic Mediterraneo S.r.l	Italie	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Madeira Unipessoal Lda	Madère	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Asia Pte.Ltd	Singapour	IG	100,00%	100,00%
ES 172 LLC	États-Unis	IG	100,00%	100,00%
EA 172 UK	Royaume-Uni	IG	100,00%	100,00%
ES 174E LTD	Chypre	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Australia Pty Ltd	Australie	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat International Ltd	Chypre	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Networks LLC ⁽¹⁾	Russie	IG	100,00%	100,00%
Taurus Satellite Holding Limited	Royaume-Uni	IG	100,00%	100,00%
Broadband4Africa Limited	Royaume-Uni	IG	100,00%	100,00%
Konnect Africa France	France	IG	100,00%	100,00%
BB4A Israel Ltd	Israël	IG	100,00%	100,00%
Konnect Africa Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	IG	100,00%	100,00%
Konnect South Africa Ltd	Afrique du Sud	IG	100,00%	100,00%
Konnect Africa RDC ⁽¹⁾	République démocratique du Congo	IG	100,00%	100,00%
Konnect Broadband Tanzania Limited	Tanzanie	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat BH D.O.O. SARAJEVO ⁽¹⁾	Bosnie	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Bulgaria ⁽¹⁾	Bulgarie	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat MENA FZ-LLC	Dubai	IG	100,00%	100,00%
Noorsat Media City Ltd	Chypre	IG	100,00%	100,00%
Noor El Sharq Satellite	Jordanie	IG	100,00%	100,00%
Eutelsat Cyprus Ltd	Chypre	IG	100,00%	100,00%
Sat Internet Services Gmbh ⁽¹⁾	Allemagne	IG	100,00%	100,00%
Getinternet GmbH ⁽¹⁾	Allemagne	IG	100,00%	100,00%
Orbitcom GmbH ⁽¹⁾	Allemagne	IG	100,00%	100,00%
Europasat Iberica s.l ⁽²⁾	Espagne	IG	100,00%	100,00%
Europasat France	France	IG	100,00%	100,00%
Bigblu Operations Limited ⁽²⁾	Royaume-Uni	IG	100,00%	100,00%
Bigblu Services Holding Limited ⁽²⁾	Royaume-Uni	IG	100,00%	100,00%
Bigblu Services Limited ⁽²⁾	Royaume-Uni	IG	100,00%	100,00%
BBE Bigblu Broadband Ellada ⁽²⁾	Grèce	IG	100,00%	100,00%
Bigblu Broadband Ireland Limited ⁽²⁾	Irlande	IG	100,00%	100,00%
Open Sky S.p.A	Italie	IG	100,00%	100,00%
Europasat SP .Zo.o ⁽¹⁾	Pologne	IG	100,00%	100,00%
Satelite de Sabedoria – Servicios de Internet Unipessoal LDA ⁽²⁾	Portugal	IG	100,00%	100,00%

IG : Intégration globale

⁽¹⁾ Sociétés dont l'exercice fiscal est clos au 31 décembre pour des raisons légales ou historiques.

⁽²⁾ Sociétés dont l'exercice fiscal est clos au 30 novembre pour des raisons historiques.

Les autres sociétés ont un exercice fiscal clos au 30 juin.

3.2 PRINCIPALES EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.2.1 Exercice clos le 30 juin 2021

Acquisition de BigBlu Operations Ltd

Le Groupe a finalisé le 30 septembre 2020 l'acquisition de 100% des titres de capital de BigBlu Operations Ltd réglés en numéraire pour 38 millions de livres sterling (41,5 millions d'euros), 6,2 millions de livres sterling (6,8 millions d'euros) ont par ailleurs été versés sur un compte séquestre. Conformément au contrat, le prix d'acquisition définitif sera déterminé après accord entre les parties sur les clauses d'ajustement de prix. La société et ses filiales opéraient les activités haut débit par satellite en Europe du Groupe Bigblu Broadband. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie du Groupe consistant à se développer dans le domaine du haut-débit par satellite en Europe.

L'évaluation du goodwill au 30 juin 2021 est provisoire et pourrait être amenée à évoluer lors de la finalisation de la phase d'ajustement du prix d'acquisition toujours en cours avec le vendeur. La valeur de la relation clients acquise au cours de cette opération a été évaluée de façon distincte et constitue un actif incorporel.

L'allocation provisoire du prix d'acquisition (sur la base du versement réalisé au bénéfice du vendeur pour 38 millions de livres sterling) au 1er octobre 2020 s'établit comme suit :

	(en millions de livres sterling)	(en millions d'euros)
Relation client	4,7	5,2
Immobilisations incorporelles	1,0	1,1
Immobilisations corporelles	4,0	4,5
Droits d'utilisation	0,8	0,8
Stocks	0,3	0,3
Créances clients	7,3	8,1
Actifs liés aux contrats clients	11,0	12,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2	0,2
Autres actifs	7,4	8,1
Total Actif	36,7	40,6
Dettes locatives	0,8	0,8
Dette fournisseurs	22,9	25,1
Passifs liés aux contrats clients	12,2	13,5
Autres dettes	10,5	12,1
Impôt différés passifs	0,9	1,0
Total Passif	47,2	52,6
Goodwill résiduel provisoire	48,3	53,2
Contrepartie transférée	37,7	41,1
Prix d'acquisition	37,7	41,1

Cession d'Euro Broadband Infrastructure

Le 30 avril 2021, le Groupe a finalisé la cession de sa participation dans Euro Broadband Infrastructure Sàrl (EBI).

Cette cession a été réglée en numéraire pour un montant initial de 143 millions d'euros. L'impact net résultant de cette cession dans le tableau de flux de trésorerie du Groupe s'élève à 41,5 millions d'euros, après prise en compte notamment de la trésorerie détenue par EBI à la date de la cession (qui représentait un montant de 100,9 millions d'euros). Par ailleurs, des immobilisations corporelles pour un montant total de 131,7 millions d'euros, constituées principalement du satellite KA SAT opéré par EBI, ont été sorties du périmètre de consolidation lors de cette cession. Les impacts de cette opération sur le résultat du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 sont présentés dans la note 6.3 « Autres produits et charges opérationnels ».

3.2.2 Exercice clos le 30 juin 2020

Il n'y a pas eu d'évolution significative du périmètre de consolidation du Groupe au cours de l'exercice.

NOTE 4. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

4.1 BASES DE PREPARATION DES COMPTES

Les états financiers consolidés au 30 juin 2021 sont établis selon le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union Européenne en vigueur à cette date et dont les textes sont disponibles à l'adresse Internet suivante : http://ec.europa.eu/commission/index_fr

Le Groupe applique depuis le 1^{er} juillet 2020 les nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous et adoptées par l'Union Européenne :

- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 portant sur la modification de la définition du terme significatif ;
- Amendement à IFRS 3 portant sur la définition d'une entreprise ;
- Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16, en lien avec la réforme des taux interbancaires de référence ;

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe.

4.2 REGLES DE PRESENTATION

4.2.1 Conversion des états financiers et transactions en devises étrangères

La monnaie de référence et de présentation des états financiers est l'euro.

Les filiales situées dans des pays en dehors de la zone euro tiennent leurs comptabilités dans la devise la plus représentative de leurs environnements économiques respectifs. Les éléments bilanciaux sont convertis au taux de change de clôture. Les éléments du compte de résultat sont convertis au taux de change moyen de la période. Les écarts de conversion du bilan et du compte de résultat qui proviennent des variations de taux de change sont présentés en écarts de conversion dans les capitaux propres. Le Groupe ne consolide aucune société dont la devise fonctionnelle est celle d'une économie hyper inflationniste.

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties en monnaie fonctionnelle aux taux de change des jours des transactions. Les gains et les pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au taux de change de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés en résultat de change.

Les pertes et gains de change résultant de la conversion des avances capitalisables consenties à des filiales étrangères et faisant partie de l'investissement net dans la filiale consolidée sont enregistrés directement en capitaux propres sous la rubrique écart de conversion.

La principale devise étrangère utilisée est le dollar U.S. Le taux de clôture retenu est de 1,189 dollar U.S. pour 1 euro et le taux moyen de la période est de 1,187 dollar U.S. pour 1 euro.

4.2.2 Présentation des actifs et passifs courants et non courants

Les actifs et les passifs courants sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser, consommer ou régler durant le cycle d'exploitation normal, qui est inférieur à 12 mois. Tous les autres actifs et passifs sont non courants.

4.3 JUGEMENTS COMPTABLES ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés du Groupe requiert le recours à des jugements et estimations susceptibles d'impacter certains éléments d'actif et de passif et les montants des produits et des charges qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent. La Direction est amenée à revoir ces estimations et appréciations de manière constante sur la base de l'expérience passée et des autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Le dénouement des opérations sous-jacentes à ces estimations et hypothèses pourrait résulter, en raison de l'incertitude attachée à ces dernières, en un ajustement significatif des montants comptabilisés au cours d'une période subséquente.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers au 30 juin 2021, la Direction a exercé son jugement, notamment au regard de la valeur recouvrable des actifs, de la reconnaissance du chiffre d'affaires, de l'estimation des provisions et l'appréciation des passifs éventuels, de la comptabilisation des actifs et passifs d'impôt, et de l'évaluation du risque clients.

NOTE 5. INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe considère qu'il n'opère que dans un seul secteur opérationnel se fondant sur l'appréciation des services rendus et la nature des risques associés, plutôt que sur leur destination. Il s'agit de la fourniture de services de communications par satellite pour la vidéo, les réseaux d'entreprise

et à haut débit, et les mobiles, principalement aux opérateurs de communications et diffuseurs internationaux, intégrateurs de réseaux d'entreprise et entreprises pour leurs besoins propres.

Les indicateurs de performance suivis par le Directeur général, le Directeur Général Délégué et la Directrice financière, qui forment le principal organe de décision opérationnel du Groupe, sont les suivants :

- le chiffre d'affaires ;
- l'EBITDA défini comme le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements, dépréciations d'actifs, autres produits et charges opérationnels et le taux de marge de l'EBITDA par rapport au chiffre d'affaires ;
- les investissements cash couvrant les acquisitions de satellites, d'autres immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les paiements au titre des facilités de crédit à l'exportation et au titre des dettes locatives, les investissements cash s'entendent nets des produits d'assurance y afférent, le cas échéant ;
- le cash-flow discrétionnaire défini comme les flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation duquel sont soustraits les investissements cash ainsi que les intérêts et autres frais financiers payés nets des produits d'intérêt reçus ;
- le ratio de dette nette sur EBITDA (voir note 7.3.4 « Dette nette »).

Le reporting interne est une présentation du compte de résultat consolidé du Groupe suivant une répartition de postes différente des états financiers consolidés afin de faire ressortir ces indicateurs de performance mais dont les principaux agrégats sont identiques à ceux figurant dans les comptes consolidés du Groupe. Le reporting est établi conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

La majeure partie des actifs du Groupe est constituée des satellites en orbite, le reste des actifs étant principalement localisé en France, en Italie et au Mexique.

NOTE 6. NOTES ANNEXES DU COMPTE DE RESULTAT

6.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

PRINCIPES COMPTABLES

La majorité des contrats concernent la fourniture de services de capacité satellitaire auprès de clients distributeurs (qui revendent la capacité à des utilisateurs finaux) et de clients utilisateurs (qui utilisent la capacité pour leurs propres besoins). Ces contrats couvrent généralement des périodes allant de plusieurs mois à plusieurs années à l'exception de certains contrats portant sur de la fourniture de capacité occasionnelle de courte durée. Pour l'ensemble de ces contrats, le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement, au fur et à mesure du transfert du contrôle de la capacité au client sur la période contractuelle en fonction du volume d'unités de capacité satellitaire vendu (exprimé en Mhz ou Mbps selon les contrats). Cette méthode permet de reconnaître le chiffre d'affaires correspondant au niveau de service rendu à nos clients pour une période donnée en tenant compte des éventuelles variations de volume d'unités vendues au cours du contrat.

Certains contrats incluent des contreparties variables telles que des prix variables ou des périodes de gratuité. Pour ces contrats, le Groupe estime le montant de contrepartie auquel il aura droit en échange de la fourniture des services promis au client et en tient compte dans la reconnaissance du chiffre d'affaires dès lors qu'il est hautement probable que la levée ultérieure de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important du chiffre d'affaires comptabilisé.

Le Groupe prend parfois à sa charge des frais marketing (promotion, publicité, ...) ou techniques (principalement des achats et installations d'antennes) pour le compte de certains clients. Lorsque ces frais ne sont pas distincts du service transféré au client, ils constituent une même obligation de performance avec le service de capacité et la contrepartie payable au client est reconnue en réduction du chiffre d'affaires sur la durée du contrat. Lorsque la contrepartie payable au client est octroyée en contrepartie d'un service distinct de la part du client et correspond à la juste valeur du service pour le Groupe elle est comptabilisée en charges opérationnelles.

Certains contrats prévoient la possibilité d'une résiliation anticipée, moyennant le versement d'indemnités. Lorsque ces indemnités sont versées dans le cadre d'une modification de contrat qui ne porte pas sur des services distincts du contrat existant, les services du contrat amendé ne forment qu'une seule et même obligation de performance avec les services partiellement remplis à la date de modification. Ces indemnités sont alors étalées sur la durée de vie du contrat modifié.

Dans le cadre de son activité de Haut Débit Fixe, le Groupe vend à ses clients des terminaux en complément de la fourniture de capacité satellitaire. Suivant le type de terminal et le cadre contractuel qui peut varier suivant la zone géographique adressée et le type de client (distributeur ou utilisateur final), le Groupe détermine si la vente de terminal constitue une obligation de performance distincte de la fourniture de capacité, ou si elle ne forme, avec la fourniture de capacité, qu'une seule obligation de performance. Lorsque le terminal constitue une obligation de performance distincte du service de capacité, le chiffre d'affaires et la charge d'achat de l'équipement sont intégralement reconnus lors du transfert de contrôle du terminal. Dans le cas où la vente de terminal et de capacité constituent une même obligation de performance, le chiffre d'affaires du service de capacité est reconnu sur la durée moyenne de la relation client et celui du terminal sur la durée moyenne d'utilisation de l'équipement. La charge d'achat du terminal est étalée sur la même durée que la vente, en tant qu'un coût d'exécution du contrat. L'actif et le passif relatifs à l'étalement de l'achat et de la vente du terminal sont présentés de manière distincte en autres actifs et passifs de contrats clients.

6.1.1 Chiffre d'affaires par application

Le chiffre d'affaires par application se présente comme suit :

(en millions d'euros).	30 juin 2020	30 juin 2021
Broadcast	784,6	741,0
Données & Vidéo Professionnelle	175,3	161,4
Services aux gouvernements	161,1	151,4
Haut Débit Fixe	76,7	80,2
Connectivité Mobile	78,7	67,2
Total Activités opérationnelles	1 276,3	1 201,2
Autres Revenus	5,1	36,0
Total	1 281,4	1 237,2
Taux de change EUR/USD	1,105	1,188

Les autres revenus incluent l'effet de couverture de change euros / dollars, la rémunération de services de conseil ou d'ingénierie fournis à des tiers ainsi que des indemnités de fin de contrat.

6.1.2 Chiffre d'affaires par zone géographique

Le chiffre d'affaires par zone géographique, déterminé à partir des adresses de facturation des clients, se présente comme suit :

(en millions d'euros et pourcentage)	30 juin 2020		30 juin 2021	
	Montant	%	Montant	%
Régions				
France	80,7	6,3	81,4	6,5
Italie	141,6	11,0	146,0	11,8
Royaume-Uni	70,1	5,5	66,2	5,4
Europe (autres)	337,0	26,3	325,7	26,3
Amériques	273,1	21,3	231,0	18,7
Moyen-Orient	251,9	19,7	241,3	19,5
Afrique	98,2	7,7	94,1	7,6
Asie	38,2	3,0	35,2	2,9
Autres ⁽¹⁾	(9,7)	(0,8)	16,4	1,3
Total	1 281,4	100,0	1 237,2	100,0

⁽¹⁾ Les autres revenus incluent l'effet de couverture de change du chiffre d'affaires euros/dollars qui s'élève à 15,6 millions d'euros pour l'exercice clos le 30 juin 2021 contre (10,6) millions d'euros pour l'exercice clos le 30 juin 2020.

6.1.3 Carnet de commandes

Le carnet de commandes représente le chiffre d'affaires futur correspondant aux contrats d'attribution de capacité ou de services (y compris les contrats pour les satellites en cours d'approvisionnement). Il s'établit à 4,4 milliards d'euros au 30 juin 2021. Le carnet de commandes sécurisé, qui correspond aux exigences requises par IFRS 15 et excluant le chiffre d'affaires soumis à des clauses de rupture anticipées, s'élève à 3,4 milliards d'euros. Le montant du carnet de commande sécurisé à échéance à moins de 5 ans s'élève à 2,7 milliards d'euros, dont 1,6 milliard à moins de 2 ans.

6.2 CHARGES OPERATIONNELLES

Les coûts des opérations incluent principalement les coûts de personnel et les autres coûts liés au contrôle et à l'exploitation des satellites, ainsi que les primes d'assurance-vie en orbite des satellites.

Les frais commerciaux et administratifs comprennent essentiellement les coûts du personnel administratif et commercial, l'ensemble des dépenses de marketing et de publicité ainsi que les frais généraux rattachés.

Les charges opérationnelles relatives aux dépréciations sur les créances commerciales et les actifs sur contrat clients s'élèvent à 32,8 millions d'euros au 30 juin 2021 (contre 22,6 millions d'euros pour l'exercice clos le 30 juin 2020).

6.2.1 Charges de personnel

Les charges de personnel (y compris la participation légale des salariés) se ventilent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Coûts des opérations	56,2	58,5
Charges commerciales et administratives	88,0	90,3
Total	144,2	148,8

Les salariés d'Eutelsat S.A. bénéficient d'un Plan d'Epargne d'Entreprise (PEE) alimenté par versements volontaires des salariés, d'un dispositif de Compte Epargne Temps (CET) et d'un accord d'intéressement conclu pour une durée de trois ans assis sur des objectifs révisables annuellement.

6.2.2 Effectifs

Le Groupe compte 1 132 salariés équivalent temps plein à la clôture au 30 juin 2021 contre 1 014 à la clôture au 30 juin 2020.

Le nombre moyen d'employés, en équivalent temps plein sur l'exercice, s'établit comme suit :

	30 juin 2020	30 juin 2021
Opérations	499	511
Fonctions commerciales et administratives	514	598
Total	1 013	1 109

6.2.3 Rémunération en actions et assimilés

PRINCIPES COMPTABLES

Les paiements fondés sur des actions sont évalués à leur juste valeur à la date d'attribution des plans et sont comptabilisés en charges de personnel sur la durée d'acquisition des droits représentatifs de l'avantage consenti, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres pour les plans dénoués en actions ou des autres passifs financiers pour les plans dénoués en trésorerie. Ils sont réévalués à chaque clôture afin de tenir compte de l'évolution des hypothèses d'acquisition des droits (taux de rotation du personnel, probabilité d'atteinte des critères de performance) et, pour les plans dénoués en trésorerie, de l'évolution des conditions de marché (cours de bourse).

Le Groupe a octroyé des actions fictives à certains salariés et mandataires sociaux en novembre 2018, novembre 2019 et novembre 2020. L'attribution de ces actions fictives est généralement soumise à une condition de présence et à l'atteinte de conditions de performance.

La charge constatée au titre de ces plans (hors charges sociales) s'est élevée à 2,4 millions d'euros sur l'exercice clos le 30 juin 2021 contre 0,7 million d'euros pour l'exercice clos le 30 juin 2020.

Les caractéristiques des plans sont les suivantes :

Caractéristiques des plans	Plan novembre 2018	Plan novembre 2019	Plan novembre 2020
Période d'acquisition	Juillet 2018 - Juin 2021	Juillet 2019 - Juin 2022	Juillet 2020 - Juin 2023
Mode de règlement	Trésorerie	Trésorerie	Trésorerie
Nombre maximal d'actions attribuables à l'origine	323 221	328 804	512 560
Nombre de bénéficiaires	254	255	30
Nombre d'actions et conditions de performance du plan d'actions gratuites			
Nombre d'actions total en circulation	-	-	224 963
Conditions de performance	-	-	Chiffres d'affaires, <i>cash-flow</i> libre discrétionnaire et TSR relatif ⁽¹⁾ et CSR
Nombre d'actions et conditions de performance des plans d'actions fictives			
Nombre d'actions total en circulation	261 389	159 072	249 084
Objectifs de performance	Chiffres d'affaires, <i>cash-flow</i> libre discrétionnaire et TSR relatif ⁽¹⁾	Chiffres d'affaires, <i>cash-flow</i> libre discrétionnaire et TSR relatif ⁽¹⁾ et CSR	Chiffres d'affaires, <i>cash-flow</i> libre discrétionnaire et CSR
Juste valeur des actions au 30 juin 2021			
Juste valeur hors TSR ⁽¹⁾	10,28€	9,39€	6,63€ - 8,54€
Juste valeur après prise en compte TSR ⁽¹⁾	0,00€	0,54€	4,97€
Valorisation totale du plan au 30 juin 2021 (en millions d'euros) ⁽²⁾	2,4	1,1	3,3
Charge de l'exercice			
Charge de l'exercice clos le 30 juin 2021 (en millions d'euros) ⁽²⁾	1,0	0,3	1,1

⁽¹⁾ Le TSR (*total shareholder return*) relatif mesure le taux de rentabilité de l'action Eutelsat par rapport à celui d'autres références ou indices. Cette condition de performance n'est applicable qu'aux mandataires sociaux.

⁽²⁾ Hors charges sociales

6.3 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

PRINCIPES COMPTABLES

Les autres produits et charges opérationnels sont constitués des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents. Ils comprennent notamment les dépréciations d'actifs, le coût des échecs au lancement et les remboursements d'assurance y afférant, les litiges non commerciaux nets des frais engagés, les frais de restructuration, les résultats de cession d'immobilisations et les conséquences des évolutions de périmètre (frais d'acquisitions et résultats de cession).

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Autres produits opérationnels	100,3	1,3
Autres charges opérationnelles	(63,8)	(68,1)
Total	36,5	(66,8)

Au 30 juin 2021, les autres charges opérationnelles incluent principalement les dépréciations sur des satellites pour 27,9 millions d'euros (voir note 7.1) ainsi que des charges relatives à des litiges non commerciaux pour 13,9 millions d'euros, l'impact de la cession d'EBI pour 8,8 millions d'euros

et la restructuration d'activités non significatives pour 6 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les autres produits opérationnels étaient principalement composés du remboursement d'assurance au titre de l'incident survenu sur le satellite EUTELSAT 5 West B pour 92,2 millions d'euros. Les autres charges opérationnelles comprenaient 42,2 millions d'euros de dépréciation d'actifs (voir note 7.1) et des coûts induits par la défaillance du satellite EUTELSAT 5 West B pour 6,5 millions d'euros.

6.4 RESULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Charges d'intérêts après couverture	(62,7)	(63,4)
Intérêts sur dettes locatives	(15,8)	(14,3)
Frais d'émission d'emprunt & commissions	(6,3)	(5,6)
Intérêts capitalisés	19,9	17,1
Coût de la dette brute	(64,9)	(66,1)
Produits financiers	1,0	0,2
Coût de la dette nette	(64,0)	(65,9)
Variation des instruments financiers dérivés	(0,3)	-
Résultat de change	(4,0)	(16,0)
Autres	(5,5)	(6,0)
Résultat financier	(73,7)	(87,9)

La charge d'intérêts comprend respectivement 8,4 millions et 9,2 millions aux 30 juin 2020 et 2021 de charges liées à l'exercice et à la résiliation d'instruments de pré-couverture destinés à fixer le taux d'intérêt des émissions obligataires d'octobre 2018, de juin 2019 et octobre 2020.

Le montant des intérêts capitalisés est dépendant de l'avancement et du nombre des programmes de constructions satellitaires constatés au cours de l'exercice concerné. Le taux d'intérêt retenu pour la détermination des charges d'intérêts capitalisables est de 2,38% au 30 juin 2021 contre 2,42% au 30 juin 2020.

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés aux 30 juin 2021 et 2020 incluent notamment la part inefficace de la valeur temps des instruments dérivés qualifiés dans une relation de couverture.

6.5 IMPOT SUR LES SOCIETES

La charge d'impôt du Groupe se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Charge d'impôt courant	(94,3)	(60,5)
Produit (charge) d'impôt différé	(20,4)	17,9
Total impôt sur les sociétés	(114,7)	(42,6)

Le rapprochement de la charge d'impôt théorique, calculée selon le taux de droit commun en France appliqué au résultat avant impôt, résultat des sociétés mises en équivalence, avec la charge d'impôt réelle, s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Résultat net avant impôt	468,4	311,7
Taux d'impôt de droit commun en France	34,4%	32,0%
Charge d'impôt théorique	(161,3)	(99,8)
Bénéfices non taxables	78,5	72,5
Différences de taux d'imposition	3,2	3,1
Utilisation de pertes fiscales	1,0	-
CVAE	(2,2)	(2,8)
Impôts différés nés au cours de l'exercice antérieur et reconnus sur la période	-	-
Autres différences permanentes	(34,0)	(15,6)
Charge d'impôt	(114,7)	(42,6)
Taux d'impôt effectif	24,0%	13,7%

Au 30 juin 2021, les autres différences permanentes intègrent principalement l'impact des différences de change et des effets d'inflation sur les positions d'impôts différés de la filiale Satellites Mexicanos pour 15,2 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les autres différences permanentes intègrent principalement l'impact des différences de change et des effets d'inflation sur les positions d'impôts différés de la filiale Satellites Mexicanos pour (18,2) millions d'euros.

A compter de l'exercice clos le 30 juin 2021, le Groupe a opté pour l'affectation de la CVAE en impôt sur le résultat afin de refléter que cette taxe obéit à des règles d'assiette et de territorialité liées à celles de l'impôt sur les sociétés. En conséquence, cette taxe est présentée comme une composante de la charge d'impôt. A ce titre, l'exercice comparatif clos le 30 juin 2020 a été retraité en conséquence. La CVAE incluse dans la charge d'impôts au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 s'élève à 4,1 millions d'euros (contre 3,1 millions d'euros pour l'exercice clos le 30 juin 2020).

6.6 RESULTAT PAR ACTION

PRINCIPES COMPTABLES

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires d'Eutelsat S.A. par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant chaque période considérée. Les actions propres ne sont pas prises en compte pour le calcul du résultat par action. Il n'y a pas d'instruments dilutifs pouvant avoir une incidence sur le résultat par action.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le résultat net et les résultats nets (de base et dilué) revenant aux actionnaires utilisés pour le calcul des résultats par action (de base et dilué).

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Résultat net	353,7	269,1
Quote-part de résultat des filiales rétrocédée aux participations ne donnant pas le contrôle	(3,0)	(5,4)
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action	350,7	263,7
Nombre moyen d'actions	1 013 162 112	1 013 162 112

NOTE 7. NOTES ANNEXES DU BILAN

7.1 ACTIFS IMMOBILISES

7.1.1 Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

PRINCIPES COMPTABLES

Ecart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée en échange du contrôle de l'entité acquise est évaluée à sa juste valeur et inclut les clauses de rémunération éventuelles en tenant compte de leur probabilité de survenance. Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont exclus de la contrepartie transférée et sont inscrits en autres produits et charges opérationnels lorsqu'ils sont encourus.

Les participations ne donnant pas le contrôle peuvent, à la date d'acquisition, être évaluées à la juste valeur ou en quote-part des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise. L'option pour l'application de l'une de ces deux méthodes est exercable transaction par transaction.

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels de la société acquise est estimé à sa juste valeur. Dans le cadre d'une prise de contrôle par achats successifs, la participation antérieurement détenue est réévaluée à sa juste valeur en date d'acquisition, le profit ou la perte en découlant est comptabilisé en résultat.

Les écarts d'acquisitions sont évalués dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise, à la date du regroupement, pour un montant égal à la différence entre la somme de la juste valeur de la contrepartie versée et la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs assumés. Ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an au niveau du seul segment opérationnel du Groupe.

Contrats clients et relations associées

Les contrats clients et relations associées, acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. La juste valeur est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière telles que celles fondées sur les revenus ou la valeur de marché. Ces actifs sont amortis linéairement sur leur durée de vie économique, estimée sur la base de la durée moyenne des relations contractuelles existant à la date d'acquisition et de taux de renouvellement attendus.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de frais de développement capitalisés, de licences et de droits orbitaux.

Les frais de développement sont capitalisés et amortis sur une durée comprise entre 3 et 7 ans dès lors que le Groupe peut démontrer :

- la capacité technique à réaliser l'actif pour l'utiliser ou le vendre,
- l'intention et la capacité d'achever le développement de l'actif, et de l'utiliser ou de le vendre,
- la capacité à utiliser ou vendre l'actif,
- la probabilité que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe du fait de cet actif,
- la disponibilité de ressources techniques, financières ou autres adéquates à la réalisation de l'actif,
- la capacité à mesurer de manière fiable les dépenses attribuables à l'actif durant sa phase de développement.

Les dépenses engagées au titre de la recherche (ou durant la phase de recherche d'un projet interne) sont reconnues en charges dans les frais commerciaux et administratifs lorsqu'elles sont encourues.

Les droits orbitaux et les licences sont amortis sur leur durée d'utilisation, généralement respectivement comprises entre 13 et 23 ans et entre 1 et 13 ans.

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles ont évolué comme suit au cours des deux exercices :

(en millions d'euros)	Écarts d'acquisition	Autres immobilisations incorporelles	Total
Immobilisations brutes			
Valeur brute au 30 juin 2019	398,4	562,9	961,3
Acquisitions	-	20,6	20,6
Transferts	-	14,9	14,9
Variations de change	3,1	2,6	5,6
Cessions et mises au rebut	-	(15,0)	(15,0)
Valeur brute au 30 juin 2020	401,5	585,9	987,4
Acquisitions	-	21,2	21,2
Transferts	-	12,7	12,7
Variations de change	(15,9)	(15,0)	(30,9)
Cessions et mises au rebut	-	(5,3)	(5,3)
Entrée de périmètre	53,2	6,3	59,5
Sortie de périmètre	-	(6,3)	(6,3)
Valeur brute au 30 juin 2021	438,8	600,0	1 038,4
Amortissements et dépréciations			
Amortissements cumulés au 30 juin 2019	-	(283,9)	(283,9)
Dotations aux amortissements	-	(53,7)	(53,7)
Reprises (cessions)	-	14,8	14,8
Dépréciation	-	-	-
Variation de change	-	(0,3)	(0,3)
Amortissements cumulés au 30 juin 2020	-	(323,1)	(323,1)
Dotations aux amortissements	-	(59,0)	(59,0)
Reprises (cessions)	-	2,8	2,8
Transferts	-	0,4	0,4
Variations de change	-	6,0	6,0
Sortie de périmètre	-	6,2	6,2
Amortissements cumulés au 30 juin 2021	-	(366,7)	(366,7)
Valeur nette au 30 juin 2019	398,4	279,1	677,5
Valeur nette au 30 juin 2020	401,5	262,8	664,3
Valeur nette au 30 juin 2021	438,8	232,9	671,7

PRINCIPES COMPTABLES

Les satellites et autres immobilisations corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition comprenant tous les coûts directement attribuables à la préparation de leur utilisation, après déduction des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeurs.

Le coût des satellites comprend toutes les dépenses encourues pour leur mise en service, notamment les coûts de construction, de lancement, d'assurance au lancement, les intérêts capitalisés, les primes d'intéressement et autres coûts directement attribuables à la supervision du programme (études, frais de personnel et prestations de conseil).

Les coûts d'emprunts relatifs au financement d'immobilisations corporelles sont capitalisés pour la part encourue au cours de la période de construction. En l'absence d'emprunt spécifiquement adossé à l'immobilisation en cours de construction, les intérêts capitalisés sont calculés à partir d'un taux de capitalisation égal à la moyenne pondérée des coûts d'emprunts du Groupe.

Les durées d'utilité retenues par le Groupe sont les suivantes :

- 12 à 24 ans pour les satellites,
- 5 à 10 ans pour les équipements de surveillance du trafic,
- 2 à 5 ans pour les équipements informatiques,
- 3 à 10 ans pour les aménagements et agencements des constructions.

Les satellites sont amortis à compter de leur mise en service technique. Le délai observé entre le lancement d'un satellite et sa mise en service technique peut varier entre un et neuf mois, suivant le mode de propulsion utilisé par le satellite.

Le Groupe revoit chaque année les durées d'utilité résiduelles de ses satellites en orbite, en se fondant à la fois sur leur utilisation prévue et sur l'évaluation technique de leur durée de vie. En cas de réduction ou d'allongement de la durée d'utilité, le plan d'amortissement est revu de façon prospective.

Les immobilisations en cours de construction comprennent principalement les jalons de paiements, représentatifs de l'avancement de la construction des satellites en cours, ainsi que les avances versées au titre des lanceurs et des assurances au lancement.

Les immobilisations corporelles ont évolué comme suit au cours des deux exercices :

(en millions d'euros)	Satellites	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Immobilisations brutes				
Valeur brute au 30 juin 2019	5 875,2	468,5	1 028,7	7 372,3
Acquisitions	25,1	5,1	345,3	375,5
Cessions	-	(0,3)	-	(0,3)
Mises au rebut	-	(7,7)	-	(7,7)
Variations de change	12,9	0,4	-	13,3
Transferts et autres	285,5	13,4	(312,7)	(13,8)
Valeur brute au 30 juin 2020	6 198,7	479,4	1 061,3	7 739,3
Acquisitions	1,8	27,8	379,4	409,0
Cessions	-	(5,1)	-	(5,1)
Mises au rebut	(155,6)	(14,6)	-	(170,2)
Variations de change	(63,0)	(1,8)	(0,4)	(65,1)
Entrée de périmètre	-	4,5	-	4,5
Sortie de périmètre	(296,0)	(68,4)	-	(364,4)
Transferts et autres	182,5	33,5	(226,0)	(10,3)
Valeur brute au 30 juin 2021	5 868,3	455,4	1 214,4	7 538,0
Amortissements et dépréciations				
Amortissements cumulés au 30 juin 2019	(3 118,3)	(371,7)	(1,2)	(3 491,2)
Dotations aux amortissements	(337,4)	(26,6)	-	(364,0)
Dépréciations	(32,6)	-	-	(32,6)
Reprises (cessions)	-	0,1	-	0,1
Reprises (mises au rebut)	-	7,4	-	7,4
Variations de change	(0,5)	(0,1)	-	(0,6)
Transferts et autres	-	(2,0)	-	(2,0)
Amortissements cumulés au 30 juin 2020	(3 488,8)	(392,9)	(1,2)	(3 882,9)
Dotations aux amortissements	(312,4)	(27,0)	-	(339,4)
Dépréciations	(16,2)	-	-	(16,2)
Reprises (cessions)	-	5,0	-	5,0
Reprises (mises au rebut)	155,6	13,3	-	169,0
Variations de change	27,0	1,1	-	28,1
Sortie de périmètre	175,3	57,4	-	232,7
Transferts et autres	(1,6)	(3,3)	1,2	(3,7)
Amortissements cumulés au 30 juin 2021	(3 461,1)	(346,4)	-	(3 807,5)
Valeur nette au 30 juin 2019	2 756,9	95,0	1 029,2	3 881,1
Valeur nette au 30 juin 2020	2 709,9	86,6	1 060,1	3 856,7
Valeur nette au 30 juin 2021	2 407,0	109,0	1 214,4	3 730,4

Les transferts portant sur les satellites au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021 correspondent à la mise en service du satellite Konnect lancé au cours de l'exercice clos le 30 juin 2020.

Le Groupe a constaté une dépréciation sur un satellite pour respectivement 16,2 millions d'euros et 32,6 millions d'euros aux 30 juin 2021 et 30 juin 2020.

Les dates de lancement attendues des satellites en cours de construction à la date d'arrêté des comptes sont les suivantes :

Projets	Années
Quantum	Année calendaire 2021
Konnect VHTS, EUTELSAT 10B, Hotbird 13F et Hotbird 13G	Année calendaire 2022
EUTELSAT 36 D	Année calendaire 2024

7.1.3 Droits d'utilisation sur contrats de location

PRINCIPES COMPTABLES

Les contrats au travers desquels le Groupe dispose de l'utilisation d'un actif spécifique sont comptabilisés à l'actif du bilan sous la forme d'un droit d'utilisation, assortis d'une dette au passif, lorsque les conditions des contrats sont telles que ces derniers sont qualifiés de contrats de location, c'est-à-dire qu'ils transfèrent le contrôle du bien sur la totalité de la durée de la location.

Les droits d'utilisation sont généralement amortis sur la durée de la location correspondant à la période non résiliable, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice par le Groupe est raisonnablement certain.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur du droit d'utilisation et de la dette locative est déterminé, pour chaque contrat, en fonction du taux marginal d'endettement correspondant estimé.

Les actifs de faible valeur unitaire ainsi que les contrats de location d'une durée inférieure à 12 mois sont comptabilisés en charge.

Les droits d'utilisation ont évolué comme suit sur l'exercice clos le 30 juin 2021 :

(en millions d'euros)	Satellites	Autres immobilisations corporelles	Total
Immobilisations brutes			
Valeur brute au 30 juin 2019	878,6	44,2	922,8
Nouveaux contrats	-	4,7	4,7
Modifications et résiliations anticipées de contrats	(23,4)	(13,5)	(36,9)
Mises au rebut	(4,4)	(0,5)	(4,9)
Valeur brute au 30 juin 2020	850,9	34,8	885,7
Nouveaux contrats	-	40,1	40,1
Modifications et résiliations anticipées de contrats	(3,2)	(12,7)	(15,9)
Mises au rebut	-	(0,7)	(0,7)
Variation de change	-	(0,4)	(0,4)
Entrée de périmètre	-	0,8	0,8
Valeur brute au 30 juin 2021	847,7	61,9	909,6
Amortissements et dépréciations			
Amortissements et dépréciations cumulés au 30 juin 2019	(255,8)	(9,1)	(264,9)
Dotations aux amortissements	(59,6)	(9,4)	(68,9)
Dépréciations	(9,6)	-	(9,6)
Reprises (modifications et résiliations anticipées de contrats)	9,2	-	9,2
Reprises (mise au rebut)	4,4	0,5	4,9
Amortissements et dépréciations cumulés au 30 juin 2020	(311,4)	(18,0)	(329,4)
Dotations aux amortissements	(54,4)	(10,5)	(64,9)
Dépréciations	(11,7)	-	(11,7)
Reprises (modifications et résiliations anticipées de contrats)	1,6	11,5	13,1
Reprises (mise au rebut)	-	0,7	0,7
Variations de change	-	0,1	0,1
Amortissements et dépréciations cumulés au 30 juin 2021	(375,9)	(16,1)	(392,1)
Valeur nette au 30 juin 2019	622,8	35,1	657,9
Valeur nette au 30 juin 2020	539,5	16,8	556,3
Valeur nette au 30 juin 2021	471,8	45,8	517,5

Les droits d'utilisation des satellites portent essentiellement sur les contrats de location Express AT1, Express AT2, Express AM6, Express 36C et Astra 2G. Les durées de location sur ces contrats couvrent la durée de vie attendue de ce type de satellite, à ce titre, aucun de ces contrats ne comporte d'options d'achat au terme du contrat.

Aucune option de renouvellement n'a été retenue pour établir la durée des contrats de location.

Le Groupe a constaté des dépréciations sur des droits d'utilisation de répéteurs sur certains satellites pour respectivement 11,7 millions d'euros et 9,6 millions d'euros aux 30 juin 2021 et 30 juin 2020.

PRINCIPES COMPTABLES

Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles non amorties

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéfinie, telle que la marque, sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou dès lors qu'un événement laisse à penser qu'ils pourraient avoir perdu de la valeur.

Actifs amortissables

Pour les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie, un test de dépréciation est réalisé lorsqu'il est relevé un indice externe ou interne indiquant que leurs valeurs recouvrables pourraient être inférieures à leurs valeurs comptables (par exemple la perte d'un client important ou un incident technique sur un satellite).

Le test de dépréciation consiste à apprécier la valeur recouvrable d'un actif qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des frais de cession et sa valeur d'utilité. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif en particulier, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient, c'est-à-dire le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. En déterminant ses UGT, le Groupe prend en compte les conditions d'utilisation de sa flotte, et notamment la capacité de certains satellites à servir de *back-up* pour d'autres satellites.

Les UGT correspondent aux positions orbitales, portant un ou plusieurs satellites, ainsi que les contrats clients et relations associées (après prise en compte de l'interdépendance technique ou économique de leurs flux de trésorerie).

Afin de déterminer la valeur d'utilité, le Groupe s'appuie sur des estimations de flux de trésorerie futurs. Ces flux sont générés par l'actif ou par l'UGT sur sa durée d'utilité, actualisés en utilisant le WACC du Groupe défini pour le test de dépréciation, et construits à partir du plan moyen terme approuvé par la Direction générale et revu par le Conseil d'administration. Les revenus de ce plan sont établis à partir du carnet de commandes par satellite, des études de marché ainsi que du plan de déploiement des satellites existants et futurs. Les coûts du plan pris en compte dans le test de dépréciation comprennent essentiellement les coûts d'assurance en orbite, les coûts techniques et commerciaux directement attribuables aux satellites testés et la charge d'impôt. Au-delà d'une durée maximum de cinq ans, les flux de trésorerie sont estimés en appliquant des taux d'évolution constants.

La juste valeur diminuée des frais de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou d'une unité) lors d'une opération, dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts d'opération.

Les pertes de valeur et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées sous les rubriques autres produits autres charges opérationnels.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition du Groupe sont suivis au niveau du seul segment opérationnel d'Eutelsat.

La valeur recouvrable a été estimée sur la base de la valeur d'utilité déterminée à partir d'une valorisation du Groupe fondée sur les flux de trésorerie futurs. Cette analyse intègre une part significative de jugement de la Direction du Groupe.

Les flux de trésorerie retenus sont basés sur le business plan à 5 ans du Groupe approuvé par le Conseil d'Administration en janvier 2021 incluant les impacts de la crise Covid couvrant les périodes allant jusqu'à l'exercice 2024-25, sur le plan à long terme défini de manière constante sur un horizon couvrant les périodes allant jusqu'à l'exercice 2032-33, et sur une valeur terminale. Le Groupe considère pertinent d'utiliser des projections au-delà de 5 ans, compte tenu de la visibilité long terme dont il dispose pour une part significative de son activité et de son profil de croissance attendu que le plan à long terme permet de mieux appréhender.

S'agissant des paramètres financiers tels que le WACC (retenu à 7,8% au 30 juin 2021, contre 7,5% au 30 juin 2020) et le taux de croissance à long terme utilisé dans la valeur terminale, les analyses de sensibilité montrent qu'une hausse du WACC de 200bp, une baisse du taux de croissance à long terme de 300bp ou un taux de croissance à l'infini nul ne conduiraient pas à une valeur d'utilité inférieure à l'actif net comptable des actifs testés.

Par ailleurs, les principales hypothèses opérationnelles pouvant impacter la valeur recouvrable des actifs sont le niveau d'EBITDA et le montant d'investissement. Les hypothèses opérationnelles du plan à long terme se fondent sur des modèles de marché internes sur la trajectoire de chacun des segments d'activité du Groupe ainsi que sur des études stratégiques externes. Les analyses de sensibilité montrent qu'une diminution de l'EBITDA de 5% sur chaque année des plans utilisés et sur la valeur terminale n'entraînerait pas non plus de reconnaissance d'une dépréciation sur les écarts d'acquisition.

Les tests de dépréciation mis en œuvre au 30 juin 2021 et 2020 sur la base des flux de trésorerie prévisionnels actualisés n'ont pas conduit à enregistrer de charges de dépréciation.

Actifs amortissables

Concernant les tests de dépréciation des satellites au 30 juin 2021, les flux de trésorerie utilisés sont fondés sur la période du plan d'affaires à 5 ans approuvé par le Conseil d'Administration en janvier 2021 puis sur des flux de trésorerie étendus jusqu'à la fin de vie de chaque satellite sur la base d'un taux normatif de croissance. Ces tests ont conduit à enregistrer une charge de dépréciation relative à un satellite détenu en propre pour respectivement 16,5 millions d'euros et 32,6 millions d'euros aux 30 juin 2021 et 30 juin 2020 (voir Note 7.1.2 « Immobilisations corporelles et immobilisations en cours ») et une charge de dépréciation sur des droits d'utilisation pour respectivement 11,7 millions d'euros et 9,6 millions d'euros aux 30 juin 2021 et 30 juin 2020 (voir Note 7.1.3 « Droits d'utilisation sur contrats de location »).

7.1.5 Engagements d'achats

En complément des éléments comptabilisés au bilan, le Groupe est engagé auprès de fournisseurs pour l'acquisition d'immobilisations (satellites et autres immobilisations) et la réalisation de prestations de services pour un montant total de 595 millions d'euros au 30 juin 2020 et pour 840 millions d'euros au 30 juin 2021.

L'échéancier aux 30 juin 2020 et 30 juin 2021 des paiements futurs au titre de ces engagements s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2020	Au 30 juin 2021
Echéance à moins de 1 an	307	395
Entre 1 et 2 ans	177	291
Entre 2 et 3 ans	52	21
Entre 3 et 4 ans	40	122
Echéance à plus de 4 ans	19	11
Total	595	840

Le Groupe a par ailleurs octroyé une garantie couvrant le paiement des sommes dues au titre de l'octroi des droits orbitaux. Cette garantie est sans limite de montant et pour toute la durée de la licence.

7.2 CREANCES, ACTIFS ET PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS ET COÛTS D'OBTENTION ET D'EXECUTION DES CONTRATS

PRINCIPES COMPTABLES

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de dépréciations, comptabilisées en frais commerciaux et administratifs, afin de couvrir les risques de pertes attendues. Ces dépréciations sont établies sur la base d'une approche statistique des pertes de crédit attendues par marché et par région, après prise en compte des dépôts et garanties reçus, et complétées, le cas échéant, par une dépréciation spécifique en cas de manquement à des paiements contractuels ou de difficultés financières significatives d'un client.

Les actifs de contrats clients incluent les actifs relatifs au chiffre d'affaires reconnu au titre des prix variables ou des périodes de gratuité non encore facturés au client. Les coûts d'obtention des contrats correspondent aux contreparties payées au client. Les coûts d'exécution des contrats incluent l'étalement des coûts des ventes de terminaux de l'activité Haut Débit.

Les passifs de contrats sont composés des avances reçues des clients ou facturées en amont de la fourniture des services.

Les créances clients, actifs et passifs de contrats clients et coûts d'obtention et d'exécution des contrats se synthétisent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Actifs		
Créances clients et comptes rattachés	335,5	245,3
Actifs sur contrats clients	42,8	40,3
Coûts d'exécution des contrats	26,9	5,4
Coûts d'obtention des contrats	22,3	9,3
Total actifs courants et non courants	427,5	300,4
<i>Dont part non courante</i>	74,9	37,7
<i>Dont part courante</i>	352,6	262,7
Passifs		
Passifs financiers - Garanties et engagements reçus	56,2	48,5
Passifs de contrats clients	187,5	186,4
Total passifs courants et non courants	243,7	234,9
<i>Dont part non courante</i>	152,8	152,9
<i>Dont part courante</i>	90,9	82,0

7.2.1 Créances clients

Les créances clients échues et non échues se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Créances non échues	145,8	112,5
Créances échues entre 0 et 90 jours	58,1	42,6
Créances échues entre 90 et 365 jours	97,5	58,7
Créances échues depuis plus de 365 jours	153,3	128,0
Dépréciation	(119,2)	(96,5)
Total	335,5	245,3

Les créances échues depuis plus de 365 jours comprennent des facturations de dépôts de garantie pour un montant de 15,5 millions d'euros au 30 juin 2021 (contre 12,4 millions d'euros au 30 juin 2020). Celles-ci ne présentent pas de risque de dépréciation au compte de résultat. La provision de dépréciation d'un montant de 96,5 millions d'euros au 30 juin 2021 couvre 86% des créances échues depuis plus de 365 jours hors dépôts facturés et représente 42% de la totalité des créances échues.

Par ailleurs, étant donné la nature des activités et des géographies dans lesquels il opère, le Groupe est amené régulièrement à recouvrer des créances échues depuis plus d'un an.

Etant à échéance court terme, les créances clients non échues ne portent pas intérêts.

Le risque de crédit, lié au fait qu'un client n'honore pas sa dette à l'échéance fixée, est suivi au niveau de chaque entité sous la supervision des responsables financiers assistés pour les plus importantes d'entre elles par un credit manager et conformément aux instructions communiquées par le service recouvrement du Groupe. Ce suivi s'appuie principalement sur l'analyse des créances échues et peut être complété par une étude plus approfondie de la solvabilité de certains débiteurs. Selon l'appréciation des responsables financiers, les entités peuvent être conduites à se couvrir contre le risque de crédit en obtenant de la part des clients des garanties bancaires auprès d'établissements financiers de premier rang et des compagnies d'assurance et des dépôts de garantie. Par ailleurs, le Groupe a souscrit un contrat d'assurance-crédit.

Le risque de crédit est réduit par les garanties et engagements reçus suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2020		30 juin 2021	
	Valeur des créances	Valeur de la garantie	Valeur des créances	Valeur de la garantie
Dépôts de garantie reçus	120,0	18,1	82,4	20,8
Garanties bancaires ou cautions d'assurances	49,1	31,9	15,0	25,1
Garanties maison-mère	4,9	4,9	5,2	5,2
Total	174,0	54,9	102,6	51,0

Les dépôts de garantie sont comptabilisés en passifs financiers. Les garanties bancaires et garanties de maisons-mères n'apparaissent pas au bilan.

Les 10 premiers clients du Groupe représentent 35 % du chiffre d'affaires au 30 juin 2021 (34 % au 30 juin 2020). Les cinq premiers représentent 24 % du chiffre d'affaires (23 % au 30 juin 2020).

Les dépréciations des créances clients ont évolué comme suit au cours des deux exercices :

(en millions d'euros)	Total
Valeur au 30 juin 2019	104,4
Dotations (reprises) nettes	22,1
Reprises utilisées	(7,2)
Variations de change	(0,1)
Valeur au 30 juin 2020	119,2
Dotations (reprises) nettes	25,6
Reprises utilisées	(44,9)
Variations de change	(1,5)
Sortie de périmètre	(1,9)
Valeur au 30 juin 2021	96,5

Actifs de contrats clients, coûts d'obtention et d'exécution des contrats non courants

(en millions d'euros)	Total
Actifs de contrats clients au 30 juin 2019	38,0
Consommation d'actifs de contrats clients sur la période	(10,0)
Nouveaux actifs de contrats clients comptabilisés sur la période	15,7
Dépréciations (reprises) nettes	(0,5)
Ecart de conversion	(0,3)
Actifs de contrats clients au 30 juin 2020	42,8
Consommation d'actifs de contrats clients sur la période	(12,5)
Nouveaux actifs de contrats clients comptabilisés sur la période	9,3
Dépréciations (reprises) nettes	1,6
Ecart de conversion	(0,9)
Actifs de contrats clients au 30 juin 2021	40,4

Les coûts d'obtention et d'exécution des contrats se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	Total
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats clients au 30 juin 2019	41,1
Consommation des coûts d'obtention et d'exécution de contrats clients sur la période	(16,2)
Nouveaux coûts d'obtention et d'exécution de contrats clients comptabilisés sur la période	24,0
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats clients au 30 juin 2020	49,2
Consommation des coûts d'obtention et d'exécution de contrats clients sur la période	(14,6)
Nouveaux coûts d'obtention et d'exécution de contrats clients comptabilisés sur la période	8,2
Entrée de périmètre	12,3
Sortie de périmètre	(40,6)
Ecart de conversion	0,2
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats clients au 30 juin 2021	14,7

7.2.3 Passifs de contrats clients

Les passifs de contrats clients se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	Total
Passifs de contrats clients au 30 juin 2019	188,5
Reconnaissance du chiffre d'affaires sur la période	(73,9)
Nouveaux passifs de contrats clients comptabilisés sur la période	72,7
Ecart de conversion	1,1
Reclassement	(0,9)
Passifs de contrats clients au 30 juin 2020	187,5
Reconnaissance du chiffre d'affaires sur la période	(42,5)
Nouveaux passifs de contrats clients comptabilisés sur la période	56,4
Ecart de conversion	(4,1)
Entrée de périmètre	13,5
Sortie de périmètre	(24,5)
Passifs de contrats clients au 30 juin 2021	186,4

PRINCIPES COMPTABLES

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie est constituée des comptes de caisse et des dépôts à vue bancaires. Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement les dépôts à court terme à échéance de moins de trois mois à l'origine, les comptes à terme, ainsi que des parts d'OPCVM facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, la valeur liquidative étant établie et publiée quotidiennement et soumise à un risque négligeable de changement de valeur. Les parts d'OPCVM sous option de juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisées à leur juste valeur, les gains et pertes, réalisés ou latents, liés au changement de la juste valeur de ces actifs étant comptabilisés dans le résultat financier.

Dettes financières

Les dettes financières sont constituées d'emprunts bancaires, d'emprunts obligataires et de dettes structurées. Elles sont comptabilisées initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Ces coûts sont présentés en frais et primes d'émission et étalés sur la durée de l'emprunt.

Actifs financiers

A l'exception des instruments financiers dérivés et des titres non consolidés, les actifs financiers sont comptabilisés en coût amorti. Une dépréciation est constatée au compte de résultat lorsqu'il existe un indicateur de perte de valeur. Les titres non consolidés sont valorisés à la juste valeur.

Passifs financiers

Les dettes locatives reconnues en contrepartie des droits d'utilisation correspondent à la somme des paiements futurs actualisés des contrats de location. Le taux d'actualisation retenu pour évaluer ces dettes est déterminé par contrat en fonction du taux marginal d'endettement estimé de l'entité qui porte le contrat.

Lorsque le Groupe octroie des promesses d'achat fermes ou conditionnelles de leur participation à des actionnaires minoritaires, le montant correspondant des participations ne donnant pas le contrôle est reclassé en passif financier pour la juste valeur de l'engagement. Le passif financier est réévalué à chaque clôture en contrepartie des capitaux propres, en l'absence de précisions apportées par les normes IFRS.

Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations ultérieures de juste valeur étant enregistrées en résultat financier. Les instruments dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont évalués et comptabilisés conformément aux critères de la comptabilité de couverture.

Les opérations de couverture s'effectuent en ayant recours à des instruments financiers dérivés, dont les variations de juste valeur ont pour but de compenser l'exposition des éléments couverts à ces mêmes variations. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres, dans les autres éléments recyclables de gains et pertes du résultat global, pour ce qui concerne la partie efficace de la relation de couverture tandis que les variations de la juste valeur relatives à la partie inefficace sont constatées en résultat financier. Le Groupe dispose d'instruments financiers dérivés destinés à couvrir des flux de trésorerie (*forwards* et *forwards KI*) ainsi que l'investissement net de ses filiales au Mexique, à Singapour et à Dubaï (*cross currency swap*). Les options *forwards*, *forwards KI*, et la composante taux du *cross currency swap* sont présentées en actif ou passif financier selon la position et la composante change est incluse dans la dette nette du Groupe.

Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment comptabilisées en capitaux propres sont transférées dans le compte de résultat lorsque la transaction couverte affecte ce dernier. Les gains et pertes ainsi transférés sont comptabilisés dans le résultat au niveau de l'élément couvert.

7.3.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Trésorerie	482,5	331,1
Équivalents de trésorerie	345,5	523,9
Total	828,1	855,0

7.3.2 Dettes financières

Les dettes financières se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Taux	30 juin 2020	30 juin 2021	Échéance
Prêts auprès d'Eutelsat Communications S.A.	Variable	483,1	69,0	
Crédit <i>in fine</i> BEI	Fixe	-	200,0	Décembre 2028
Emprunt obligataire 2022	3,125 %	300,0	300,0	Octobre 2022
Emprunt obligataire 2025	2,000 %	800,0	800,0	Octobre 2025
Emprunt obligataire 2027	2,250 %	600,0	600,0	Juillet 2027
Emprunt obligataire 2028	1,500 %		600,0	
Dettes structurées				
	Variable	71,2	14,2	Mai 2024
	Variable	61,3	67,0	Juillet 2022
	Variable	77,8	80,0	Juillet 2023
	Variable	12,0	53,0	Juillet 2024
Sous-total des dettes (part non courante)		2 405,4	2 783,2	
Frais et primes d'émission		(15,7)	(16,7)	
Total des dettes (part non courante)		2 389,7	2 766,5	
Emprunt obligataire 2021	1,125 %	500,0	-	Juin 2021
Dettes structurées	Variable	23,7	7,1	
Tirage RCF	Variable	300,0	-	Septembre 2020
Intérêts courus non échus		33,9	38,2	
Total des dettes (part courante)		857,7	45,4	
Total		3 247,3	2 811,9	

La totalité de l'endettement est libellée en euros.

Le crédit *in fine* et les dettes structurées sont assortis d'un covenant financier qui prévoit un rapport entre l'endettement total net et EBITDA inférieur ou égal à 4,0 pour 1. Les covenants des crédits *in fine* prévoient également pour chaque prêteur la possibilité de demander le remboursement anticipé de l'intégralité des sommes dues en cas d'un changement de contrôle d'Eutelsat S.A. Les obligations sont également assorties d'un covenant bancaire qui prévoit pour chaque prêteur la possibilité de demander le remboursement anticipé de l'intégralité des sommes dues en cas d'un changement de contrôle d'Eutelsat S.A ou d'Eutelsat Communications accompagné d'une dégradation de la notation d'Eutelsat SA. Au 30 juin 2021, le Groupe respecte l'ensemble des covenants bancaires.

Les contrats de crédit ne comportent ni garantie du Groupe ni nantissement d'actifs au profit des prêteurs mais comportent des clauses restrictives (sous réserve d'exceptions usuelles prévues dans ce type de contrat de prêt) limitant la capacité d'Eutelsat SA et de ses filiales, notamment à consentir des sûretés, contracter des dettes supplémentaires, céder des actifs, s'engager dans des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs et des opérations de crédit-bail (à l'exception de celles réalisées à l'intérieur du Groupe et expressément prévues dans le contrat de prêt) et modifier la nature de l'activité de la Société et de ses filiales.

Les contrats de crédit comportent un engagement de conserver des polices d'assurance « Lancement plus un an » pour tout satellite localisé à 13° Est et, pour tout autre satellite, l'engagement de ne pas avoir plus d'un seul satellite qui ne soit pas couvert par une police d'assurance lancement.

Par ailleurs, le Groupe dispose au 30 juin 2021 de lignes de crédit actives d'un montant total non tiré de 850,0 millions d'euros (198,8 millions d'euros au 30 juin 2020). Ces lignes sont assorties de covenants bancaires de même type que ceux existants sur le crédit *in fine* et les dettes structurées.

L'échéancier des dettes, hors frais et primes d'émission et intérêts courus non échus, au 30 juin 2021 est le suivant :

(en millions d'euros)	Montant	Échéance à moins de 1 an	Échéance à plus de 1 an et à moins de 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
Prêts auprès d'Eutelsat Communications S.A.	69,0	-	69,0	-
Crédit <i>in fine</i> BEI	200,0	-	-	200,0
Dettes structurées	221,2	7,1	214,1	-
Emprunt obligataire 2022	300,0	-	300,0	-
Emprunt obligataire 2025	800,0	-	800,0	-
Emprunt obligataire 2027	600,0	-	-	600,0
Emprunt obligataire 2028	600,0	-	-	600,0
Total	2 790,2	7,1	1 383,1	1 400,0

7.3.3 Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs financiers se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Titres de participation non consolidés	14,7	14,7
Instruments financiers	10,3	39,0
Autres actifs financiers	30,9	43,7
Total	55,8	97,4
<i>Dont part courante</i>	23,4	26,8
<i>Dont part non courante</i>	32,4	70,6

Les autres dettes et passifs financiers se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Dettes locatives	493,4	435,6
Autres créiteurs	35,7	103,4
Dettes sur immobilisations	50,9	213,7
Instruments financiers dérivés ⁽²⁾	43,0	29,1
Dettes sociales	48,7	51,5
Dettes fiscales	15,0	22,3
Total	686,7	855,7
<i>Dont part courante</i>	182,3	166,4
<i>Dont part non courante</i>	504,4	689,3

⁽²⁾ Voir Note 7.3.5 « Instruments financiers dérivés ».

Au fur et à mesure de la construction de certains satellites, des acceptations de jalons entraînent la reconnaissance d'une immobilisation en cours et d'une dette fournisseurs. Les dettes sur immobilisation non courantes représentent un montant de 188,7 millions d'euros au 30 juin 2021 et incluent les acceptations de jalons ainsi que les paiements par effet de commerce ayant pour échéance la livraison des satellites, pour des montants de respectivement 154,4 millions d'euros et 29,6 millions d'euros.

La variation des dettes locatives sur la période se décompose ainsi :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	Nouveaux contrats	Flux de trésorerie	Résiliation anticipée	Effets de change	Variation des intérêts courus	30 juin 2021
Satellites	474,4	-	(84,4)	(3,9)	-	(2,2)	384,0
Immobilier	11,4	41,0	(4,0)	(1,3)	0,1	-	47,1
Autres	7,6	-	(3,1)	-	-	-	4,5
Total	493,4	41,0	(91,5)	(5,2)	0,1	(2,2)	435,6

Les dettes locatives comprennent les intérêts courus de 3,8 millions d'euros au 30 juin 2020 et de 2,2 millions d'euros au 30 juin 2021.

7.3.4 Dette nette

La dette nette se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Prêts auprès d'Eutelsat Communications S.A.	483,1	69,0
Crédit <i>in fine</i> BEI	-	200,0
Emprunts obligataires	2 200,0	2 300,0
Tirage RCF	300,0	-
Dettes structurées	246,1	221,2
Part change du <i>cross currency swap</i>	(4,3)	(38,7)
Dettes locatives	489,6	434,0
Dette brute	3 714,4	3 185,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(828,1)	(855,0)
Dette nette	2 886,3	2 330,5

L'évolution de la dette entre le 30 juin 2019 et le 30 juin 2020 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2019	Flux de trésorerie	Flux non cash	Effets de change	var. de juste valeur et autres	30 juin 2020
Prêt auprès d'Eutelsat Communications S.A.	264,4	218,7	-	-	-	483,1
Emprunts obligataires	3 130,0	(930,0)	-	-	-	2 200,0
Tirage RCF	-	300,0	-	-	-	300,0
Dettes structurées	118,6	(23,7)	151,2	-	-	246,1
Part change du <i>cross currency swap</i>	99,8	(112,2)	-	-	8,1	(4,3)
Dettes locatives	579,8	(63,0)	(26,6)	(0,6)	-	489,6
Total	4 192,6	(610,2)	124,6	(0,6)	8,1	3 714,4

Le flux de trésorerie de 930 millions d'euros sur les emprunts obligataires correspond au remboursement de l'emprunt obligataire échu au cours de l'exercice 2020.

L'évolution de la dette entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	Flux de trésorerie	Flux non cash	Effets de change	var. de juste valeur et autres	30 juin 2021
Prêts auprès d'Eutelsat Communications S.A.	483,1	(414,1)	-	-	-	69,0
Crédit <i>in fine</i> BEI	-	200,0	-	-	-	200,0
Emprunts obligataires	2 200,0	100,0	-	-	-	2 300,0
Tirage RCF	300,0	(300,0)	-	-	-	-
Dettes structurées	246,1	(73,7)	48,8	-	-	221,2
Part change du <i>cross currency swap</i>	(4,3)	-	-	-	(34,4)	(38,7)
Dettes locatives	489,6	(91,5)	34,9	0,1	0,8	434,0
Total	3 714,4	(579,3)	83,7	0,1	(33,6)	3 185,5

Le flux de trésorerie de 100 millions d'euros sur les emprunts obligataires correspond, d'une part, au remboursement de l'emprunt obligataire échu au cours de l'exercice 2021 pour (500,0) millions d'euros, et, d'autre part, à une nouvelle émission obligataire pour 600,0 millions d'euros arrivant à échéance en octobre 2028 (voir Note 2.5).

7.3.5 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés font l'objet d'une évaluation par un expert indépendant qui est rapprochée des valorisations transmises par les contreparties bancaires. Le tableau ci-après présente les montants contractuels ou notionnels ainsi que les justes valeurs des instruments financiers dérivés par type de contrat :

(en millions d'euros)	Notionnels		Justes valeurs		Variation de juste valeur sur la période	Impact résultat (hors coupons)	Impact capitaux propres (hors coupons)
	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021			
	Vente à terme synthétique à barrière activante (Eutelsat S.A.)	244,7	235,5	5,8			
Cross Currency Swap	612,0	572,0	(33,9)	10,3	44,2	-	44,2
Total des instruments de change	856,7	807,5	(28,1)	9,9	37,9	-	37,9
Swap pré-hedge ⁽¹⁾	300,0	-	(4,7)	-	4,7	-	(1,3)
Total des instruments de taux d'intérêt	300,0	-	(4,7)	-	4,7	-	(1,3)
Total instruments financiers dérivés			(32,7)	9,9	42,7	-	36,6

⁽¹⁾ Le Swap pré-hedge couvrant un notionnel de 300 millions d'euros a été résilié en octobre 2020 et s'est soldé par un règlement en trésorerie de 6,0 millions d'euros par Eutelsat S.A.

Au 30 juin 2021, le montant cumulé des justes valeurs des instruments financiers dérivés ressort en positif pour 39,0 millions d'euros et en négatif pour 29,1 millions d'euros (voir Note 7.3.3 « Actifs et passifs financiers »).

Les coupons des instruments de taux qualifiés de couverture de flux de trésorerie futurs sont comptabilisés directement en résultat. La variation comptabilisée en capitaux propres au titre de ces instruments correspond à la variation de juste valeur hors coupon. Les coupons du *cross currency swap* qualifié de couverture d'investissement net à l'étranger, ainsi que la variation de juste valeur hors-coupon, sont comptabilisés directement en capitaux propres.

La juste valeur et les échéances des instruments dérivés qualifiés de couverture se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	Juste valeur différée en capitaux propres et à reprendre en résultat au 30 juin 2020						
	Total	À 1 an au plus	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	À plus de 5 ans
Couverture du risque de change	(28,0)	5,9	-	-	-	(33,9)	-
Couverture du risque de taux	(4,7)	(4,7)	-	-	-	-	-
Total net au 30 juin 2020	(32,7)	1,2	-	-	-	(33,9)	-

(en millions d'euros)	Juste valeur différée en capitaux propres et à reprendre en résultat au 30 juin 2021						
	Total	À 1 an au plus	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	À plus de 5 ans
Couverture du risque de change	9,9	(0,4)	-	-	10,3	-	-
Total net au 30 juin 2021	9,9	(0,4)	-	-	10,3	-	-

7.3.6 Gestion des risques

Le Groupe est exposé au risque de marché, notamment en ce qui concerne le risque de change et de taux d'intérêt. Pour y faire face, le Groupe a recours à un certain nombre d'instruments financiers dérivés. Le Groupe n'effectue aucune transaction financière présentant un risque qui ne puisse être quantifié lors de sa conclusion, autrement dit il ne saurait vendre des actifs sans les posséder ou sans savoir s'il les possédera à l'avenir. L'objectif est de réduire, là où cela lui semble approprié, les fluctuations de revenus et des flux de trésorerie suite à des variations des taux d'intérêts et des cours de change.

Risque de change

Par ses opérations de vente de capacité satellitaire, le Groupe est principalement receveur de devises, et majoritairement de dollar U.S. Le Groupe est donc majoritairement exposé au risque de change dollar U.S./euro.

Afin de se couvrir contre les risques liés à la fluctuation des taux de change, le Groupe peut être amené à utiliser des ventes à terme ou des ventes à termes synthétiques à barrière activante de dollars U.S. contre euros, exercées ou non en fonction du taux de change à leur date d'expiration. Le Groupe ne peut néanmoins garantir qu'il parviendra à couvrir systématiquement tous ses contrats libellés en dollar U.S. Par ailleurs, afin de couvrir

le risque de conversion, le Groupe peut également avoir recours à la création de passifs libellés dans la devise des flux de trésorerie générés par ces actifs. Parmi les instruments de couverture utilisés, le Groupe peut avoir recours à des produits dérivés de change (*cross currency swaps*) documentés en couverture d'investissement net à l'étranger. Le Groupe a ainsi mis en place un swap de devises euro dollar U.S. pour un notional de 680 millions de dollars afin de couvrir son investissement net dans des filiales basées au Mexique, à Singapour et à Dubaï.

Compte tenu de son exposition au risque de change, le Groupe estime qu'une hausse de 10% de la valeur du taux dollar U.S./euro générerait (hors instruments de change) une baisse du chiffre d'affaires de 34 millions d'euros et une baisse des charges opérationnelles de 5 millions d'euros. Elle entraînerait également une variation négative de 94 millions d'euros de la réserve de conversion du Groupe et une hausse de 59 millions d'euros sur la part change du *cross currency swap* comptabilisée en dettes financières.

Risque de taux

Le Groupe gère son exposition aux variations de taux d'intérêt en conservant une partie de sa dette à taux fixe (emprunts obligataires d'Eutelsat S.A.) et si nécessaire par une politique de couverture ou de pré-couverture.

Compte tenu de l'ensemble des instruments financiers dont dispose le Groupe au 30 juin 2021, une augmentation de dix points de base (+0,1%) du taux d'intérêt EURIBOR n'aurait pas d'impact sur la charge d'intérêts.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie inclut le risque lié à l'émetteur de titres, le risque d'exécution sur produits financiers dérivés ou produits monétaires ainsi que le risque de crédit sur les liquidités et les placements à terme. Le Groupe minimise son exposition au risque lié à l'émetteur et son exposition au risque d'exécution et de crédit en acquérant des produits financiers auprès de banques et d'établissements financiers de premier rang. L'exposition à ces risques est étroitement surveillée.

Le Groupe n'anticipe aucune perte qui résulterait de la défaillance de ses contreparties quant à leurs obligations prévues au contrat.

Au 30 juin 2021, le risque de contrepartie n'est pas significatif sur ces opérations.

Risque de liquidité

Le Groupe gère le risque de liquidité en tenant compte de la maturité des investissements financiers, des actifs financiers et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

L'objectif du Groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires *in fine*, de lignes de crédit bancaire *revolving*, d'emprunts obligataires et de contrats de location de satellites.

Au 30 juin 2020 (en millions d'euros)	Valeur au bilan	Total des flux contractuels	Echéancier au 30 juin 2020					
			juin-21	juin-22	juin-23	juin-24	juin-25	Au-delà de 5 ans
Prêt auprès d'Eutelsat Communications S.A.	(483,1)	(483,1)	(483,1)	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	(2 194,4)	(2 438,9)	(545,6)	(38,9)	(338,9)	(29,5)	(29,5)	(1 456,5)
Tirage RCF	(300,0)	(300,7)	(300,7)	-	-	-	-	-
Dettes structurées	(242,7)	(253,7)	(26,4)	(87,5)	(103,3)	(36,5)	-	-
Dettes locatives	(493,4)	(493,4)	(73,8)	(47,2)	(44,6)	(44,6)	(45,9)	(237,3)
Instruments dérivés qualifiés ⁽¹⁾	(43,0)	(43,0)	(4,7)	-	-	-	(38,3)	-
Total dettes financières	(3 756,6)	(4 012,8)	(1 434,3)	(173,6)	(486,8)	(110,6)	(113,7)	(1 693,8)
Autres passifs financiers	(150,2)	(150,2)	(102,8)	(47,4)	-	-	-	-
Total passifs financiers	(3 906,8)	(4 163,0)	(1 537,1)	(221,0)	(486,8)	(110,6)	(113,7)	(1 693,8)
Instruments dérivés qualifiés ⁽¹⁾	10,3	10,3	5,9	-	-	-	4,3	-
Actifs financiers	45,5	45,5	17,5	28,0	-	-	-	-
Trésorerie	482,5	482,5	482,5	-	-	-	-	-
Equivalent de trésorerie	345,5	345,5	345,5	-	-	-	-	-
Total actifs financiers	883,8	883,8	851,4	28,0	-	-	4,3	-
Position nette	(3 023,0)	(3 279,2)	(685,7)	(193,0)	(486,8)	(110,6)	(109,4)	(1 693,8)

⁽¹⁾ Les montants « ventilés » au titre des instruments dérivés correspondent à des justes valeurs (et non à des flux contractuels).

La maturité contractuelle de la dette du Groupe se présente comme suit :

Au 30 juin 2021 (en millions d'euros)	Valeur au bilan	Total des flux contractuels	Echéancier au 30 juin 2021					Au-delà de 5 ans
			juin-22	juin-23	juin-24	juin-25	juin-26	
Prêt auprès d'Eutelsat Communications S.A.	(69,0)	(69,0)	-	(69,0)	-	-	-	-
Emprunts obligataires	(2 286,8)	(2 555,9)	(47,9)	(338,5)	(38,5)	(38,5)	(838,5)	(1 254,0)
Crédit in fine BEI	(199,8)	(207,4)	(1,0)	(1,0)	(1,0)	(1,0)	(1,0)	(202,4)
Dettes structurées	(218,1)	(227,3)	(9,9)	(76,3)	(88,1)	(53,0)	-	-
Dettes locatives	(434,0)	(434,0)	(0,3)	(22,2)	(46,5)	(50,4)	(51,8)	(262,8)
Instruments dérivés qualifiés ⁽¹⁾	(28,8)	(28,8)	(0,4)	-	-	(28,4)	-	-
Total dettes financières	(3 236,5)	(3 522,4)	(59,5)	(557,0)	(174,1)	(171,3)	(891,3)	(1 719,2)
Autres passifs financiers	(181,3)	(181,3)	(120,7)	(60,6)	-	-	-	-
Total passifs financiers	(3 417,8)	(3 703,7)	(180,2)	(617,6)	(174,1)	(171,3)	(891,3)	(1 719,2)
Instruments dérivés qualifiés ⁽¹⁾	38,7	38,7	-	-	-	38,7	-	-
Actifs financiers	59,5	59,5	26,7	32,8	-	-	-	-
Trésorerie	331,1	331,1	331,1	-	-	-	-	-
Equivalent de trésorerie	523,9	523,9	523,9	-	-	-	-	-
Total actifs financiers	953,2	953,2	881,7	32,8	-	38,7	-	-
Position nette	(2 464,6)	(2 750,5)	701,5	(584,8)	(174,1)	(132,6)	(891,3)	(1 719,2)

⁽¹⁾ Les montants « ventilés » au titre des instruments dérivés correspondent à des justes valeurs (et non à des flux contractuels).

7.4 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est le montant pour lequel un actif financier pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

7.4.1 Juste valeur des actifs

Les tableaux suivants ventilent chaque actif composé d'instruments financiers en indiquant sa juste valeur, que l'instrument soit ou non comptabilisé au bilan à la juste valeur :

(en millions d'euros)	Total	Valeur nette comptable au 30 juin 2020			
		Coût amorti	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Juste valeur par le résultat	Juste valeur au 30 juin 2020
Actifs non courants					
Prêts et avances à long terme	28,5	15,0	-	13,5	28,5
Actifs sur contrats clients	35,6	35,6	-	-	35,6
Actifs courants					
Créances clients	334,8	334,8	-	-	334,8
Actifs sur contrats clients	7,2	7,2	-	-	7,2
Autres créances	43,6	43,6	-	-	43,6
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾					
Qualifiés de couverture	10,3	-	10,3	-	10,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie					
Trésorerie	485,4	-	-	485,4	485,4
Equivalent de trésorerie ⁽²⁾	346,6	-	-	346,6	346,6

⁽¹⁾ Hiérarchie de la juste valeur : niveau 2 (données observables autres qu'un prix coté sur un marché)

⁽²⁾ Hiérarchie de la juste valeur : niveau 1 (prix coté sur un marché)

(en millions d'euros)	Total	Valeur nette comptable au 30 juin 2021			
		Coût amorti	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Juste valeur par le résultat	Juste valeur au 30 juin 2021
Actifs non courants					
Prêts et avances à long terme	32,8	18,1	-	14,7	32,8
Actifs sur contrats clients	30,4	30,4	-	-	30,4
Actifs courants					
Créances clients	245,3	245,3	-	-	245,3
Actifs sur contrats clients	9,8	9,8	-	-	9,8
Autres créances	42,5	42,5	-	-	42,5
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾					
Qualifiés de couverture	39,0	-	39,0	-	39,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie					
Trésorerie	523,9	523,9	-	523,9	523,9
Equivalent de trésorerie ⁽²⁾	331,1	331,1	-	331,1	331,1

⁽¹⁾ Hiérarchie de la juste valeur : niveau 2 (données observables autres qu'un prix coté sur un marché)

⁽²⁾ Hiérarchie de la juste valeur : niveau 1 (prix coté sur un marché)

A l'exception des instruments financiers dérivés et des titres non consolidés, la valeur comptable des actifs constitue une approximation satisfaisante de leur juste valeur.

7.4.2 Juste valeur des passifs

Les tableaux suivants ventilent chaque passif composé d'instruments financiers en indiquent sa juste valeur, que l'instrument soit ou non comptabilisé au bilan à la juste valeur :

(en millions d'euros)	Valeur nette comptable au 30 juin 2020				Juste valeur au 30 juin 2020
	Total	Instruments évalués au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Instruments évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	
Dettes financières					
Emprunts auprès d'Eutelsat Communications S.A.	483,1	483,1	-	-	483,1
Emprunts à taux variable	546,0	546,0	-	-	546,0
Emprunt obligataire ⁽¹⁾	2 194,4	2 194,4	-	-	2 242,4
Emprunts à taux fixe	-	-	-	-	-
Découverts bancaires	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers					
Non courants	466,0	466,0	-	-	466,0
Courants	177,6	177,6	-	-	177,6
Instruments financiers dérivés ⁽²⁾					
Qualifiés de couverture	43,0	43,0	-	-	43,0
Fournisseurs et comptes rattachés	73,2	73,2	-	-	73,2
Dettes sur immobilisations	50,9	50,9	-	-	50,9

⁽¹⁾ Hiérarchie de la juste valeur : niveau 1 (prix coté sur un marché)

⁽²⁾ Hiérarchie de la juste valeur : niveau 2 (données observables autres qu'un prix coté sur un marché).

(en millions d'euros)	Valeur nette comptable au 30 juin 2021				Juste valeur au 30 juin 2021
	Total	Instruments évalués au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Instruments évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	
Dettes financières					
Emprunts auprès d'Eutelsat Communications S.A.	69,0	69,0	-	-	69,0
Emprunts à taux variable	218,1	218,1	-	-	218,1
Emprunt obligataire ⁽¹⁾	2 286,8	2 286,8	-	-	2 453,4
Emprunts à taux fixe	199,8	199,8	-	-	199,8
Découverts bancaires	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers					
Non courants	472,1	472,1	-	-	472,1
Courants	140,7	140,7	-	-	140,7
Instruments financiers dérivés ⁽²⁾					
Qualifiés de couverture	29,1	29,1	-	-	29,1
Fournisseurs et comptes rattachés	84,4	84,4	-	-	84,4
Dettes sur immobilisations	213,7	213,7	-	-	213,7

⁽¹⁾ Hiérarchie de la juste valeur : niveau 1 (prix coté sur un marché)

⁽²⁾ Hiérarchie de la juste valeur : niveau 2 (données observables autres qu'un prix coté sur un marché).

A l'exception des emprunts obligataires et des instruments financiers dérivés, la valeur comptable des passifs financiers constitue une

approximation satisfaisante de leur juste valeur.

Les justes valeurs des emprunts obligataires de niveau 1 (prix coté sur un marché) se présentent comme suit :

(En millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Emprunt obligataire 2021	501,5	-
Emprunt obligataire 2022	314,1	312.1
Emprunt obligataire 2025	817,7	856.9
Emprunt obligataire 2027	609,1	657.1
Emprunt obligataire 2028	-	627.3
Total	2 242,4	2 453.4

7.5 CAPITAUX PROPRES

PRINCIPES COMPTABLES

Frais d'augmentation de capital

Les frais externes directement liés à des augmentations ou réduction de capital sont imputés sur la prime d'émission et d'apport, nets d'impôt lorsqu'une économie d'impôt est générée.

Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de leur cession, les gains et pertes sont inscrits directement dans les réserves consolidées pour leurs montants nets d'impôt et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

7.5.1 Capital social

Au 30 juin 2021, le capital social d'Eutelsat S.A. est composé de 1 013 162 112 actions, d'une valeur nominale de 0,65 euro. Il n'y a pas eu de mouvement sur la période close au 30 juin 2021.

7.5.2 Dividendes

Lors de l'Assemblée Générale du 8 octobre 2020, aucun dividende n'a été distribué au titre de l'exercice clos au 30 juin 2020. En 2019, le montant distribué s'était élevé à 567,4 millions d'euros, soit 0,56 euro par action.

Le montant de la distribution proposé à l'Assemblée Générale du 7 octobre 2021 au titre de l'exercice clos au 30 juin 2021 est de 202,6 millions d'euros, soit 0,20 euro par action.

7.5.3 Variation de la réserve de réévaluation des instruments dérivés

La réserve de réévaluation des instruments dérivés qualifiés de couverture (incluant l'effet d'impôt) a évolué comme suit sur l'exercice :

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 juin 2020	(52,4)
Variations de juste valeur en capitaux propres recyclables en résultat	16,6
Solde au 30 juin 2021	(35,8)

7.5.4 Réserves de conversion

La réserve de conversion (incluant l'effet d'impôt) a évolué comme suit sur l'exercice :

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 juin 2020	128,4
Variation nette sur la période	(25,8)
Solde au 30 juin 2021	102,6

La principale devise générant des écarts de conversion est le dollar US.

La réserve de conversion au 30 juin 2021 inclut 10,3 millions d'euros au titre du *cross currency swap* documenté en couverture d'investissement net à l'étranger ainsi que (112,2) millions d'euros relatifs au *cross currency swap* échu.

7.6 PROVISIONS

PRINCIPES COMPTABLES

Une provision est constituée lorsque, à la date de clôture, le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle engendrera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques dont le montant peut être estimé de façon fiable. Le montant comptabilisé en provision représente la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision comptabilisée correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues jugées nécessaires pour éteindre l'obligation correspondante. L'augmentation des provisions enregistrée pour refléter l'écoulement du temps et relative à l'actualisation est comptabilisée en charges financières.

L'évolution des provisions entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	Dotation		Reprise		Reclassement	Variation de périmètre	Constat en capitaux propres	Variation de change	30 juin 2021
		Utilisée	Non utilisée	Utilisée	Non utilisée					
Garantie financière donnée à un fonds de pension	83,7	1,2	(4,1)	-	-	-	(21,0)	-	-	59,8
Indemnités de départ en retraite	14,6	1,2	(2,0)	-	-	-	0,8	-	-	14,6
Autres avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	6,2	0,3	(0,8)	-	-	(0,2)	-	-	-	5,5
Total avantages postérieurs à l'emploi	104,4	2,7	(6,9)	-	-	(0,2)	(20,1)	-	-	80,0
Litiges commerciaux, salariaux et fiscaux	18,6	4,9	(2,5)	(7,2)	-	2,0	-	(0,2)	-	15,6
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total provisions	123,1	7,6	(9,4)	(7,2)	-	1,8	(20,1)	(0,2)	-	95,6
<i>Dont part non courante</i>	106,6									83,0
<i>Dont part courante</i>	16,5									12,6

⁽¹⁾ Les autres avantages postérieurs à l'emploi concernent essentiellement des indemnités de fin de contrat dans diverses filiales.

7.6.1 Garantie financière donnée à un fonds de pension

Eutelsat S.A. a donné une garantie financière au fonds de pension en charge du régime de retraite mis en place par l'Organisation Inter Gouvernementale (OIG) lors de l'apport par cette dernière de son activité opérationnelle à Eutelsat S.A. en 2001. Ce régime de retraite à prestations définies a été fermé et les droits acquis gelés préalablement à l'apport. La garantie financière octroyée par Eutelsat S.A. est évaluée et comptabilisée de manière similaire à un engagement de retraite à prestations définies bien que le Groupe n'ait pas repris directement les engagements souscrits auprès l'OIG au plan juridique. Cette garantie peut être exercée à certaines conditions en comblement de sous-financements futurs, sans qu'il existe de seuil quantitatif déclenchant l'appel de cette garantie.

En 2017, la garantie financière a été appelée pour un montant de 35,9 millions d'euros sur la base des projections de déficit du régime et un accord a été conclu avec le fonds de pension pour neuf paiements de 4,0 millions d'euros répartis entre le 30 juin 2017 et le 30 juin 2025.

En 2021, un nouvel accord remplaçant le précédent a été conclu avec le fonds de pension, portant le montant total des paiements dus au fonds au 30 juin 2021 à 38 millions d'euros, avec un échéancier allant jusqu'au 30 juin 2029.

Ces paiements pourront évoluer en fonction des futures situations financières établies annuellement.

L'évolution des obligations et des actifs du régime entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Valeur actualisée des obligations à l'ouverture	238,7	207,5
Coût des services rendus au cours de l'exercice	-	-
Coût financier	2,8	3,1
Écarts actuariels liés aux hypothèses financières : (gains)/pertes	(26,9)	(4,6)
Prestations versées	(7,1)	(6,9)
Valeur actualisée des obligations à la clôture	207,5	199,1

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Juste valeur des actifs du fonds à l'ouverture	134,6	123,9
Rendement attendu des actifs du régime	1,6	1,8
Écarts actuariels liés aux hypothèses financières : (gains)/pertes	(13,3)	16,4
Contributions versées	8,0	4,1
Prestations versées	(7,1)	(6,9)
Juste valeur des actifs du fonds à la clôture	123,9	139,3

La durée moyenne pondérée des obligations est de 17 ans.

Les montants inclus dans la juste valeur des actifs du régime n'incluent aucun instrument financier émis par Eutelsat S.A. ni aucun bien immobilier ou mobilier détenu ou utilisé par Eutelsat S.A. Le rendement effectif des actifs du régime s'élève à (11,6) millions d'euros et 18,2 millions d'euros aux 30 juin 2020 et 2021, respectivement.

Les évaluations actuarielles ont été réalisées sur la base des hypothèses suivantes :

	30 juin 2020	30 juin 2021
Taux d'actualisation	1,50%	1,50%
Taux d'augmentation des pensions	1,75%	1,75%

Une baisse de 50 points de base des taux d'actualisation entraînerait une augmentation de la provision de 17 millions d'euros.

Les provisions ont évolué comme suit au cours des deux exercices :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Provision à l'ouverture de l'exercice	100,1	83,7
Charge nette comptabilisée en résultat	1,2	1,2
(Gains) / pertes actuarielles	(13,6)	(21,0)
Contributions versées	(4,0)	(4,1)
Provision à la clôture de l'exercice	83,7	59,8

7.6.2 Indemnités de départ retraite et assimilés

PRINCIPES COMPTABLES

Les régimes de retraite du Groupe sont constitués de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont constatées en « Charges de personnel » sur la base des cotisations versées ou dues au titre de l'exercice où les services sont rendus par les bénéficiaires des régimes.

Les régimes à prestations définies concernent les plans dans lesquels le Groupe s'est engagé à garantir à terme un montant ou un niveau de prestations. L'évaluation de ces prestations s'effectue sur la base de la méthode actuarielle des *unités de crédit projetées* consistant à projeter les montants des paiements futurs attendus sur la base d'hypothèses démographiques (rotation du personnel, mortalité, âge de départ à la retraite) et financières (augmentation des salaires et actualisation). La charge de l'exercice correspondant au coût des services rendus est constatée en « Charges de personnel » et les effets de l'actualisation dans le résultat financier. Les écarts actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles ou des écarts d'expérience sont comptabilisés en « Autres éléments du résultat global ».

Régimes à prestations définies

Les engagements de retraite à prestations définies du Groupe sont principalement constitués du régime d'indemnités de départ en retraite des salariés d'Eutelsat S.A.

Aux 30 juin 2020 et 2021, la situation du régime se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Valeur actualisée des obligations à l'ouverture	15,3	14,6
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1,1	1,0
Coût financier	0,2	0,2
Écarts actuariels	(0,8)	0,9
Indemnités versées	(1,2)	(2,0)
Valeur actualisée des obligations à la clôture	14,6	14,6

La durée moyenne pondérée des obligations est de 13 ans.

L'évaluation actuarielle effectuée a été effectuée sur la base des hypothèses suivantes :

	30 juin 2020	30 juin 2021
Taux d'actualisation	1,25%	1,25%
Taux d'augmentation des salaires	0% durant 2 ans puis 2%	0% durant 1 an puis 2%

Le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'obligations privées de première catégorie (AA et AAA) d'une durée cohérente avec celle du régime valorisé.

Régimes à cotisations définies

Les cotisations patronales versées au régime de retraite obligatoire en France au cours de l'exercice à ce titre s'élèvent à 6,6 millions d'euros et 6,3 millions d'euros aux 30 juin 2020 et 2021 respectivement.

Les salariés, à l'exception des mandataires sociaux salariés, bénéficient par ailleurs d'une retraite sur-complémentaire par capitalisation, à contributions définies, financée par des cotisations salariales et patronales égales à 6% du salaire annuel brut dans la limite de huit fois le plafond de la Sécurité sociale française. Les cotisations patronales versées au cours de l'exercice à ce titre s'élèvent à 1,9 million d'euros et 2,0 millions d'euros aux 30 juin 2020 et 2021 respectivement.

7.6.3 Litiges et passifs éventuels

PRINCIPES COMPTABLES

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est impliqué dans des actions judiciaires et des litiges commerciaux. Le Groupe exerce son jugement au cas par cas dans l'évaluation des risques encourus, et constitue une provision dès lors qu'il s'attend à une sortie probable de ressources. Dans les cas jugés sans fondement ou trop peu étayés, aucune provision n'a été comptabilisée.

7.7 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS

7.7.1 Actifs et passifs d'impôts différés

PRINCIPES COMPTABLES

Les impôts différés résultent des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale. Ils sont calculés par entité fiscale et comptabilisés sur toutes les différences temporelles, sauf exceptions en utilisant la méthode bilancielle du report variable.

Ainsi, tous les passifs d'impôt différé sont comptabilisés :

- pour toute différence temporelle imposable sauf quand le passif d'impôt différé résulte de la dépréciation non déductible fiscalement de l'écart d'acquisition ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale ; et
- pour des différences temporelles taxables liées à des participations dans les filiales sauf lorsque le Groupe contrôle le renversement de la différence et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toute différence temporelle déductible, reports en avant de pertes fiscales et crédit d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces différences temporelles pourront être imputées. Toutefois, aucun actif d'impôt différé n'est constaté s'il résulte d'une différence temporelle déductible générée par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est pas probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

Les impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés par nature ont évolué de la manière suivante entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021 :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	Variation de change et reclassements	Résultat de la période	Sortie de périmètre	Entrée de périmètre	Constat en capitaux propres	30 juin 2021
Impôts différés actifs							
Instruments financiers dérivés	28,9	2,2	8,9	-	-	6,3	46,3
Déficits reportables	12,4	3,1	(0,1)	-	-	-	15,4
Provisions client	16,7	(1,1)	6,8	-	-	-	22,3
Garantie financière donnée au fonds de pension	16,3	-	(5,3)	-	-	(5,4)	5,6
Provisions pour risques et charges	4,0	3,6	(1,6)	-	-	-	6,0
Actifs incorporels et corporels	23,2	8,4	(2,5)	(0,6)	-	-	28,5
Autres	25,5	(14,7)	(0,5)	(0,2)	-	-	10,1
Total impôts différés actifs	127,0	1,4	5,7	(0,8)	-	0,9	134,2
Impôts différés passifs							
Instruments financiers dérivés	-	(2,2)	(0,9)	-	-	(2,7)	(5,8)
Actifs incorporels	1,1	(0,7)	(1,3)	-	(1,0)	-	(0,9)
Actifs corporels	(241,0)	2,4	14,9	0,5	-	-	(224,3)
Autres	(45,7)	3,2	1,7	2,4	-	-	(38,4)
Total impôts différés passifs	(285,6)	2,6	14,4	2,9	-	-	(269,4)
Position nette active / (passive)	(158,7)	4,0	20,1	2,1	(1,0)	(1,8)	(135,2)
Reflété comme suit dans les comptes :							
Impôts différés actifs	36,3						7,7
Impôts différés passifs	(195,0)						(142,9)
Total	(158,7)	5,4	25,8	1,3	(1,0)	(0,9)	(135,2)

L'actif ou le passif d'impôt différé correspond à la somme des positions nettes des entités consolidées.

Les impôts différés passifs portent essentiellement sur les différences temporelles taxables générées par :

- la comptabilisation à la juste valeur des contrats clients et relations associées et des autres immobilisations incorporelles dans le cadre des acquisitions d'Eutelsat S.A. et de Satmex ;
- les amortissements accélérés pratiqués sur les satellites au niveau fiscal.

L'échéancier de recouvrement des actifs d'impôts différés sur déficits reportables est présenté dans le tableau ci-après :

(en millions d'euros)	Montant	Échéance à moins de 1 an	Échéance à plus de 1 an et à moins de 5 ans	Échéance à plus de 5 ans	Indéfinie
Echéanciers des pertes fiscales reportables activées	63,1	-	-	0,1	63,0
Total	63,1	-	-	0,1	63,0

Par ailleurs, le Groupe dispose d'un stock de pertes fiscales reportables non reconnues pour un montant de 88,3 millions d'euros au 30 juin 2021 (141,5 millions d'euros au 30 juin 2020) dont les dates d'expiration sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Montant	Échéance à moins de 1 an	Échéance à plus de 1 an et à moins de 5 ans	Échéance à plus de 5 ans	Indéfinie
Dates d'expiration des pertes fiscales reportables non reconnues	88,3	0,8	-	-	87,5
Total	88,3	0,8	-	-	87,5

7.7.2 Procédure de vérification

La société Eutelsat S.A., appartenant au groupe d'intégration fiscale dont Eutelsat Communications S.A. est la société mère intégrante, a fait l'objet d'une procédure de vérification de comptabilité sur les exercices clos aux 30 juin 2012, 2013 et 2014. En décembre 2016, elle a reçu une proposition de rehaussement relative aux exercices clos aux 30 juin 2013 et 2014. Suite à l'exercice de recours précontentieux et aux discussions qui s'en sont suivies, les montants réclamés par l'administration fiscale ont été sensiblement réduits. Un désaccord persiste sur certains rehaussements, sur lesquels Eutelsat estime disposer d'arguments solides en défense.

La société Eutelsat S.A. a également fait l'objet d'une procédure de vérification de comptabilité au titre des exercices clos aux 30 juin 2016 et 2017 et a reçu en décembre 2019 une proposition de réhaussements relative à ces deux exercices. Une réponse à cette proposition a été apportée par la société.

NOTE 8. PARTIES LIEES

Les parties liées sont composées :

- des actionnaires directs ou indirects, et leurs filiales, qui exercent une influence notable, laquelle est présumée en cas de détention de plus de 20 % ou dès lors que l'investisseur bénéficie d'une présence au Conseil d'administration d'une entité du Groupe ;
- des actionnaires minoritaires des entités que le Groupe consolide selon la méthode de l'intégration globale ; et
- des principaux dirigeants.

8.1 Principaux dirigeants

Le Groupe considère que la notion de principaux dirigeants regroupe, dans le contexte de gouvernance d'Eutelsat, le Comité exécutif présidé par le Directeur Général ainsi que les membres du Conseil d'Administration.

Les rémunérations allouées au Comité exécutif se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Rémunérations ⁽¹⁾	9,2	7,7
Total avantages court terme	9,2	7,7
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	0,05	0,06
Paielements fondés sur les actions ⁽³⁾	0,9	0,4
Total avantages long terme	0,95	0,46

⁽¹⁾ Elles incluent les salaires bruts y compris part variable, les primes, les avantages en nature, l'intéressement, la participation et les charges sociales versés.

⁽²⁾ Ils correspondent au coût des services passés des régimes de retraite à prestations définies.

⁽³⁾ Ils correspondent à la charge enregistrée au compte de résultat au titre des rémunérations en actions.

En cas de fin de mandat du Directeur général et du Directeur général délégué, il est prévu un engagement de non-concurrence, rémunéré par le versement pendant 18 mois de 50% de la rémunération fixe. Cet engagement prévoit que le Directeur général et le Directeur général délégué s'abstiennent pendant cette durée de travailler directement ou indirectement pour tout opérateur de satellites.

Les rétributions des membres du Conseil d'administration perçues au titre de l'exercice clos au 30 juin 2021 s'élèvent à 0,8 million d'euros (1,0 million d'euros au titre de l'exercice clos au 30 juin 2020).

8.2 Autres parties liées

Les transactions avec les parties liées autres que les principaux dirigeants se résument comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2021
Chiffre d'affaires	25,1	25,4
Résultat financier	25,9	12,9
Créances brutes (y compris factures à établir)	13,7	79,9
Dettes (y compris factures à recevoir)	998,0	470,0

Le chiffre d'affaires porte sur la fourniture de services liés au suivi et au contrôle des satellites.

Les dettes comprennent les contrats de location au titre des satellites Express AT1, Express AT2, Express AM6 et Eutelsat 36C.

NOTE 9. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Néant

NOTE 10. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en milliers d'euros)	EY				Mazars			
	Montant N	%	Montant N-1	%	Montant N	%	Montant N-1	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels consolidés								
Eutelsat SA	167	47%	126	26%	122	25%	126	26%
Filiales	184	52%	337	71%	360	73%	335	69%
Sous-total	351	99%	463	97%	482	98%	461	95%
Services autres que la certification des comptes								
Eutelsat SA	3	1%	13	3%	-	-	10	2%
Filiales	-	-	-	-	7	2%	14	3%
Sous-total	3	1%	13	3%	7	2%	24	5%
Total	354	100%	476	100%	489	100%	485	100%

Les services autres que la certification des comptes correspondent essentiellement aux travaux réalisés dans le cadre d'opérations de financement (émission de lettres de confort).